

Conseil de Communauté
du 21 décembre 2017
□□□□□□□□
PROCES VERBAL DE REUNION

N°	Intitulé	Page
1	Travaux d'aménagement des locaux du Centre Technique Municipal pour les services voiries, prestations de service et propreté urbaine	5
2	Subvention association des jeunes	6
3	Déviation « Moulay-Mayenne » - Remise en domanialité	7
4	Proposition d'évolution du règlement intérieur de l'Aire d'Accueil des gens du voyage	7
5	Contrat CTR 2018/2020	7
6	Contrats avec l'éco-organisme CITEO pour les papiers et les emballages ménagers	10
7	Contrat de reprise de matériaux issus des emballages triés	11
8	Contrats de reprise de matériaux issus du centre de valorisation énergétique de déchets de Pontmain	12
9	Détermination de la grille tarifaire pour la redevance incitative à compter du 1 ^{er} janvier 2018 sur l'ensemble du territoire de Mayenne Communauté	12
10	Gestion des déchets des évènements, manifestations et animations à compter du 1 ^{er} janvier 2018	14
11	Gestion des déchets des communes à compter du 1 ^{er} janvier 2018	14
12	Tarification de l'accès des professionnels et communes en déchetterie à compter du 1 ^{er} janvier 2018	16
13	Facturation prestation d'enlèvement et de résorption des dépôts sauvages à effet au 1 ^{er} janvier 2018	17
14	Rapport annuel des déchets	18
15	Convention pour la gestion des déchets du Centre Hospitalier du Nord Mayenne	19
16	Lancement de l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie et Territoire (PCAET) en collaboration avec les Communautés de Communes du bocage Mayennais et de l'Ernée	19
17	FINANCES – Avenant Convention de prestations avec la Commune de Saint Fraise	20
18	Contingent versé au SDIS – Mayenne Communauté : interface financière entre le SDIS et les communes de l'ex CCPM Avenant aux conventions entre Mayenne Communauté et les communes de Belgeard et Saint Georges Buttavent	21
19	Centre Aquatique La Vague - Tarifs	22
20	Budget principal – abords du pôle de santé – CTR 2018-2020	22
21	FINANCES – Budget principal – Exercice 2017 – Abords du pôle de santé – Fonds de concours de la Ville de Mayenne	23
22	Transfert des compétences Eau et Assainissement – Engagement d'une étude organisationnelle sur les modalités de mise en œuvre des compétences à l'échelle de Mayenne Communauté	24

23	Précarité Energétique dans le logement – Demande de désignation d'un représentant de Mayenne Communauté aux instances de veille et de lutte contre cette précarité	25
24a	Ressources humaines – gestion unifiée du personnel – organigramme des services	26
24b	Ressources humaines – gestion unifiée du personnel – Convention service commun	27
25	Ressources humaines – gestion unifiée du personnel – création des postes et tableaux des effectifs	27
26	Ressources humaines – DEJS – MPE – vacation - médecin	32
27	Ressources humaines – DEJS – MPE – Vacation - psychologue	33
28	Ressources humaines – DEJS – MPE – Vacation - diététicien	33
29	Ressources humaines – DRHM – pompes funèbres - Vacances - porteurs	33
30	Ressources humaines – DRHM – régime indemnitaire des agents du service des pompes funèbres – Indemnités des agents des services municipaux d'inhumation	34
31	Ressources humaines – DRMH – régime indemnitaire des agents de Mayenne Communauté	34
32	Ressources humaines – régime des astreintes Ville de Mayenne assurées par des agents de Mayenne Communauté	40
33	Ressources humaines – délibération fixant la liste des emplois et les conditions d'occupation des logements de fonction	42
34	Ressources humaines – Rémunération des agents contractuels pour remplacement temporaire, accroissement d'activités ou saisonniers ou remplacement temporaire de fonctionnaire ou d'agents contractuels	42
35	Ressources humaines – Versement d'une prestation transport domicile/travail pour un agent déficient visuel et auditif	43
36	FINANCES – convention tripartite Association les Possibles – ville de Mayenne – Mayenne Communauté – année 2018	43
37	FINANCES – Avenant N°1 à la convention de mise à disposition de moyens matériels et logistiques entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté prenant effet au 1/01/2018	44
38	FINANCES – Avenant N°1 à la convention de mise à disposition de personnel et de mutualisation entre Mayenne Communauté et le CCAS de Mayenne	45
39	FINANCES – Avenant N°1 à la convention de mise à disposition de locaux par la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté à effet du 1 ^{er} janvier 2018	45
40	FINANCES – Avenant N°3 à la convention de mise à disposition de services entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté à effet du 1 ^{er} janvier 2018	46
41	FINANCES – Modalités de remboursement de la masse salariale de la piscine de Mayenne en raison du retard de livraison du centre aquatique	47
42	Développement culturel – avenant N°1 à la convention tripartite Association tribu Familia / Mayenne Communauté / Ville – demande d'avance	48
43	Développement culturel – Avenant convention Foin de la Rue	49
44	Développement culturel – Avenant convention Hop Compagnie	49
45	Développement culturel – Avenant convention Les Entrelacés	49
46	Développement culturel – Avenant convention Atmosphère 53 – demande d'avance	50
47	Développement culturel – Avenant convention Kiosque – demande d'avance	50

48	Développement culturel – Signature d'un protocole d'accord entre Mayenne Communauté et la SCIC Cinéma Le Vox	51
49	Développement touristique – Avenant convention Office du tourisme – demande d'avance	51
50	Développement touristique – Avenant convention Office de tourisme – Mayenne Communauté – bateau promenade	52
51	Développement touristique – Avenant convention Office du tourisme – Mayenne Communauté – Forum Métier d'Art	52
52	Développement touristique – Tarifs 2018	52
53	FINANCES – Tarifs braderie Médiathèque et Ludothèque	55
54	Marchés publics – construction du bâtiment du pôle de santé de Mayenne Communauté – LOT 1 « Gros oeuvre » - avenant N°4	56
55	Marchés publics – Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne – LOT 12 « Ascenseur » - avenant N°2	56
56	Marchés publics – Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne – LOT 7 « Menuiserie intérieures » - Avenant N°3	57
57	Loi égalité et citoyenneté – désignation d'un élu communautaire aux Commissions d'Attribution Logements des bailleurs sociaux	57
58	Avenant N°3 au Contrat Local de Santé – Mayenne Communauté	58
59	FINANCES – Centre Aquatique – autorisation de programme et crédits de paiement - Modification	59
60	FINANCES – Exercice budgétaire 2018 – Budget Principal – Autorisation budgétaire spéciale – ouverture anticipée de crédits	60
61	FINANCES – Exercice 2017 – Budget principal – Décision modificative N°5	60
62	Budget principal – Budget annexe des déchets ménagers – Budget annexe SPANC – Exercice 2017 – Admission en non valeur de divers produits intercommunaux	61
63	Budget annexe déchets ménagers – Exercice 2017 – Décision modificative N°2	62
64	Affaires culturelles – Exercice 2017 – Subvention à Atmosphère 53	63
65	Assurances (17SER24) – Groupement de commandes – Appel d'offres – autorisation de signature de marché	63
66	Contrat de territoire – Volet Habitat – ajout d'un nouveau dossier	64
67	Marchés publics – Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne – LOT 16 « Equipement scénographique » - avenant N°1 - information	65
68	Développement touristique – convention coopération touristique à l'échelle de la Haute Mayenne	66
69	Territoires à Energie Pour la Croissance Verte – Mayenne Communauté, chef de file – signature tranches 1 et 2	67
70	Développement économique – bâtiment de Lassay – Bail 3-6-9 Transport Lecornu	70
71	FINANCES – Régie de recettes et d'avances aire d'accueil gens du voyage - Demande de décharge de responsabilité et de remise gracieuse - avis	70
72	MANDAT donné au CDG 53 pour la mise en concurrence de l'assurance garantissant les risques statutaires	70
73	Développement culturel – Conservatoire de Musique et de Danse I. BELLOCQ – Avenant N°1 à la convention de prestation avec le CCAS du HORPS - Tarifs	72

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté**Extrait du registre des arrêtés du Président**

Délibération du Bureau par délégation du Conseil de Communauté. Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 21 décembre 2017 à 19 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	47
Contre :	0
Pour :	47
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-sept, le quinze décembre, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

☐ en qualité de titulaires :

M. ANGOT, Président, M. SOUTIF, 1^{er} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, M. BOISSEAU, 8^{ème} Vice-Président, M. BOURGUIN, 9^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 10^{ème} Vice-Président, M. COISNON, 11^{ème} Vice-Président, MM. GUIHERY, FORET, CHOUZY, SABRAN, POIRRIER, JEUSSE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, Mme MORIN, MM. BEAUJARD, SONNET, Mme BELLON, MM. LAVANDIER, GARNIER, DOYEN, MM. BRODIN, TRANSON, Mme MONSIMIER, M. LESAINT, Mmes ADAM, PELE (sort au point n°53 et arrive au point n°54), MM. ORDRONNEAU, FAUCON (arrive au point n°16), Mmes CREUSIER, GENEST, BAR (arrive au point n°20).

☐ en remplacement du titulaire absent :

M. MOLL est remplacé par Mme GRESSER
M. COULON est remplacé par M. LECOURT
M. PECCATTE est remplacé par M. GERARD
M. DELAHAYE est remplacé par Mme BEAUDOUIN

Mme SOULARD donne pouvoir à M. RAILLARD
Mme BODINIER donne pouvoir à M. SONNET
M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. BOURGUIN
Mme COUTURIER donne pouvoir à Mme BELLON
Mme BEUNEUX donne pouvoir à Mme PELE
M. PAILLASSE donne pouvoir à M. LAVANDIER
Mme OLIVIER donne pouvoir à Mme CREUSIER
M. VALPREMIT donne pouvoir à Mme ADAM

Excusés :

MM. HEURTEBIZE, LE SCORNET, REBOURS, MORIN, JAMOIS, RIOULT, Mmes THELIER, LANCEN, LODE, GONTIER, FRANGEUL

M. JEUSSE a été désigné secrétaire.

1-Travaux d'aménagement des locaux du Centre Technique Municipal pour les services voirie, prestations de service et propreté urbaine

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SONNET expose :

Suivant la nouvelle organisation du service mutualisé « Voirie et prestations », les deux équipes ont été regroupées sur le site du centre technique de Mayenne. Des travaux sont nécessaires pour agrandir les vestiaires et créer de nouveaux bureaux et une salle de réunion/convivialité.

De plus, la ville de Mayenne a souhaité rassembler dans ces nouveaux locaux, les agents du service « propreté urbaine », service installé dans un modulaire depuis sa création, ce qui nécessite également un vestiaire supplémentaire.

Ces travaux s'accompagnent d'aménagements qui ont été réalisés en régie :

- déplacer le stock de barrières de voirie en partie sur le site de la « CAM » où elles sont le plus utilisées et en extérieur au CTM
- libérer les espaces de stockages vers les sous-sols, dont les locaux peuvent être optimisés (travaux en régie).

L'ensemble des travaux sur les locaux avaient été estimés à 85 200 € TTC. Toutefois, pour tenir compte des observations en CHS, notamment la mise en accessibilité des sanitaires et de la recherche d'optimisation thermique par une isolation de la dalle existante, le cahier des charges de consultation a été revu.

Suite à la remise des offres, l'opération s'élève à 101 015,17 € HT, soit 121 218,20 € TTC auxquels s'ajoutent les frais de diagnostics avant travaux et de SPS pour 3 594,62 € HT, ainsi qu'une provision pour révision de prix et avenants éventuels.

La dépense totale est ainsi estimée à 110 000 € HT.

Afin de respecter le délai prévu pour l'installation des agents du service prestations sur le site en Mars 2017, des bungalows provisoires ont été mis en place :

- 1 de 15 m² pour les vestiaires
- 1 de 30 m² pour les bureaux.

Le coût de cette phase, qui devrait durer 6 mois, est faible :

- location bungalow provisoire : 480 € HT/mois plus 200 € HT pose,
- réalisation de massifs pour bungalow provisoire : en régie
- raccordements électriques pour bungalow provisoire : en régie

Montant total de 3 080 € TTC.

Pour mémoire, il n'est pas prévu d'extension des hangars, les véhicules du service prestations sont donc pour partie abrités dans les hangars existants.

Ce projet a été présenté en groupe de travail prestation le 9 février 2017. Les élus présents ont donné un avis favorable à ce projet, et proposé :

- une prise en charge de la partie location temporaire par le budget annexe du service prestations
- et une répartition à 50/50 des travaux d'aménagement entre Mayenne Communauté et la ville de Mayenne, tenant compte du fait que cette part des travaux sera à priori couverte par la recette de la vente des locaux d'ARON (pour ce qui concerne Mayenne Communauté).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide le projet d'aménagement
- confirme la répartition financière proposée avec versement d'un fonds de concours à hauteur de 50 % à la Ville de Mayenne
- et autorise la signature de la convention régissant les modalités de versement des fonds de concours avec la Ville de Mayenne.

2- Subvention association de jeunes

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. COISNON expose :

Le service commun Espace Jeunes a été créé pour assurer la continuité des actions jeunesse menées par l'ex-CCHL. Parmi elles, une aide financière de 300 € était attribuée aux associations de jeunes du territoire lorsque ces dernières la sollicitaient. À cet effet, 1200 € ont été budgétés en 2017.

L'association des jeunes de St Julien du Terroux (Foyer Culturel et Sportif) sollicite cette subvention pour couvrir ses activités 2017 dont une sortie à l'Ange Michel organisée cet été.

A ce jour, c'est la seule demande faite auprès du service commun.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, accorde la subvention de 300 € à l'association Foyer Culturel et Sportif de St Julien du Terroux et accepte d'étudier toutes futures demandes des associations de jeunes du territoire du service commun Espace Jeunes, dans le cadre du budget alloué.

3- Déviation « Moulay-Mayenne » - Remise en domanialité

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SONNET expose :

Considérant l'avancement des travaux de la déviation Moulay-Mayenne, notamment la deuxième tranche, il y a lieu de valider les transferts de propriété par la signature du procès-verbal de remise en domanialité.

Sur cette tranche, les espaces rétrocédés à Mayenne Communauté sont :

- voie équestre depuis le Petit Mesnil et le raccordement sur le cheminement existant de la première tranche, jusqu'au raccordement sur l'ancienne voie SNCF vers Laval (tracé qui chemine le long de la déviation jusqu'au passage inférieur situé au Petit Mesnil).
- Les aménagements paysagers situés en extrémité sud et nord du cheminement équestre et pédestre, à l'est de la déviation, tels que définis sur le plan joint (prise en charge à l'échéance des quatre années de confortement prévues au marché – 2021).

Ces éléments étant conformes aux accords donnés lors du bureau communautaire du 28 mars 2017.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à signer le procès-verbal avec la DREAL ainsi que tous les documents s'y rapportant.

4- Proposition d'évolution du règlement intérieur de l'Aire d'Accueil des gens du voyage

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

Mayenne Communauté est compétente en matière d'accueil des gens du voyage depuis le 1^{er} janvier 2017.

La ville de Mayenne avait précédemment élaboré un règlement intérieur qui régissait le fonctionnement quotidien de l'Aire d'accueil.

Il convient donc de faire évoluer ce règlement intérieur afin qu'il corresponde à la collectivité qui a la responsabilité de l'Aire d'accueil et pour faire évoluer quelques points (en gras) du règlement permettant de mieux répondre au fonctionnement quotidien du service.

Le bureau du 28 novembre 2017 a émis un avis favorable à cette proposition de règlement intérieur.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ce règlement intérieur pour une mise en application au 1^{er} janvier 2018.

5- Contrat CTR 2018/2020

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

Contexte :

- Le projet de contrat régional 2018/2020 s'inscrit dans la continuité des contrats signés avec la

Région précédemment via le pays de Haute Mayenne.

- Mayenne communauté bénéficie d'une enveloppe de 2 992 000 €.
- Pour rendre ce contrat « opérationnel », il convient de déposer auprès de la Région un projet de contrat « avec les grandes orientations » comportant un diagnostic de territoire, une stratégie de territoire, des fiches thématiques indiquant les axes sur lesquels les subventions pourront être apportées.
- Le dépôt des projets se fait au fil de l'eau auprès de la Région pendant la durée du contrat du 01/01/2018 au 31/12/2020.
- Les points de vigilance sur le Contrat régional :
 - o Présenter des opérations suffisamment mûres, dont on a la certitude qu'elles se dérouleront sur la période du contrat ;
 - o Eviter le « saupoudrage » sur une multitude d'opérations et présenter des projets « structurants » pour le territoire ;
 - o Les règles de rétroactivité sont plus strictes qu'auparavant : la rétroactivité possible pour une opération est d'un an à partir de la date du dépôt du dossier de subvention à la Région. Et il faut pour cela que la candidature globale soit validée par la Région ;
 - o Si le contrat prend du retard (taux de paiement inférieur à 50% fin 2020), cela entraînera un retard pour engager le contrat suivant (impact sur le soutien possible sur des investissements futurs) ;
 - o Possibilité de présenter un taux de financement « contrat régional » (30% ; 40% ; 50% ;...) laissé à l'appréciation du territoire (dans la limite d'un apport règlementaire de 20 à 30% du MO).
- Le dépôt de la candidature globale auprès de la Région dès à présent permet de rendre « actif » le contrat régional dès début 2018.
- Cela permettra d'apporter un financement sur « les abords du pôle santé ». Cette partie du projet (environ 750 000 € de crédits éligibles sur les tranches 2017 et 2018) n'a pas été financée par d'autres subventions. Cela confortera les marges de manœuvre en investissement de Mayenne communauté sur un projet en cours.
- Suite à la présentation par le vice-président de la Région de la politique régionale (contrats régionaux et autres dispositifs) le 23 septembre dernier à Mayenne, le projet de contrat a été présenté à la Région par Patrick Soutif et Pierrick Tranchevent le 13 décembre dernier. Les élus régionaux ont émis un avis favorable sur ce projet.

La dotation pour Mayenne communauté :

dotation globale du CTR pour mayenne communauté	2 992 000,00
--	---------------------

		somme à utiliser	commentaire
1	Transition énergétique Thématique obligatoire avec 10% de l'enveloppe	299 200,00	enveloppe obligatoire imposée par la Région - à flécher sur des opérations précises

2	Fonctionnement 75 000 € peut être dédié à du fonctionnement (actions de fonctionnement sur l'animation de politiques publiques ou d'études structurantes (tourisme, patrimoine, énergie...))	75 000,00	L'ingénierie du projet croq'les mots marmots pourrait être valorisée
3	Reste à utiliser opérations investissements structurants	2 617 800,00	

La proposition de contrat 2018/2020 soumise à la Région à travers les fiches thématiques :

- Elle reprend les grands axes de la stratégie de Mayenne communauté (en reprenant les demandes de la Région) :
 - o Attractivité
 - o Solidarité et proximité
 - o Qualité du cadre de vie et développement durable
 - o Transition énergétique
 - o Offre touristique
- Des vérifications resteront à faire sur des opérations d'investissements pour s'assurer de la faisabilité des opérations et du respect du calendrier 2018/2020. C'est pourquoi les fiches thématiques restent volontairement « larges », en pointant une variété de typologies d'actions et de projets identifiés
- Les fiches thématiques s'appuient sur les orientations pour la seconde partie du mandat : économie et tourisme.
- La Région demande un « plan de financement » prévisionnel, qui n'est pas « figé » mais qui indique les opérations susceptibles d'être soutenues.
- La proposition de dédier l'enveloppe sur la transition énergétique pour un projet concerté entre les communes et qui restera à définir.

Les crédits dédiés à l'animation de politiques publiques ou d'études structurantes pourraient être fléchés vers l'ingénierie liée au projet Croq'les mots marmot et l'étude prévue sur l'attractivité.

Considérant les règles du contrat régional 2020 de la Région des Pays de la Loire dans son cadre d'intervention,

Considérant le rôle de chef de file de Mayenne communauté dans la mise en œuvre de ce contrat portant :

- sur la remontée des opérations présentées à la Région,
- sur la vérification de la complétude des dossiers avant transmission à la Région
- sur la vérification des justificatifs de dépenses et de paiements présentés sur les opérations avant transmission à la Région en vue du versement des aides correspondantes
- sur le suivi financier, technique et financier des actions et sur la clôture et le bilan du programme

Considérant la stratégie de territoire, les fiches thématiques et le budget prévisionnel proposés par Mayenne communauté et soumis à la Région lors de l'audition du 13 décembre 2017 à Nantes,

Considérant l'avis favorable des élus régionaux sur cette candidature de contrat régional 2018/2020, dans l'attente de la délibération formelle du Conseil régional des Pays de la Loire,

M. Soutif précise que les fiches action sont déposées au fil de l'eau contrairement aux anciens contrats où tout était fléché dès la signature. Désormais, on présente une stratégie. Les points de vigilance : nous sommes sur trois ans ce qui est peu dans la conduite de projets. Il est proposé de présenter des projets suffisamment avancés.

Dès la commission permanente de février, le dossier sera présenté à la Région. Nous pouvons commencer les projets. Si ce contrat est validé, vous le verrez dans une délibération à venir ce soir, nous proposons le projet des abords du pôle santé.

Il expose l'intérêt de cette présentation auprès de la région la semaine dernière en présence des élus de la Région qui peuvent s'imprégner de la vie du territoire. Il nous a été vivement conseillé de présenter rapidement un projet en matière de transition énergétique. Comme ce contrat a été préparé en peu de temps et que nous avions prévu de l'utiliser pour financer le THD et comme on ne finance plus le THD, il nous faut y travailler.

Comme on a une stratégie de marketing territorial et l'opération Croq' les mots marmots, nous proposons de flécher l'enveloppe fonctionnement en ce sens.

M. Raillard : page 43, j'ai trouvé que l'enveloppe fléchée vers les communes me paraissait vraiment faible.

M. Soutif : on va parler du TEPCV en fin de réunion. Comme on a un groupe de travail qui travaille sur le TEPCV, on n'a pas la volonté de créer un autre groupe. Ce sera celui-ci qui travaillera cette question.

M. Brodin : ça veut dire que 10% sont fléchés pour les communes ?

M. Tranchevent : l'enveloppe est fléchée transition énergétique mais pas vers les communes systématiquement. Mais, on a expliqué la volonté de soutenir des projets de communes qui n'auraient pas été retenus dans le cadre du TEPCV.

M. Soutif : par forte orientation économique, on y met la ZADD.

M. Brodin : ça veut dire que tout est fléché ? On devait faire des propositions pour la présentation à la région mais, à part les abords du pôle santé que l'on a proposé tout à l'heure, rien n'est arrêté.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve la candidature au contrat régional 2018/2020 telle que présentée à la Région le 13 décembre 2017 et donne tout pouvoir au président pour signer le contrat régional 2018/2020 avec la Région des Pays de la Loire ainsi que tout document y afférent.

6- Contrats avec l'éco-organisme CITEO pour les papiers et les emballages ménagers

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

Mme MORIN expose :

En application de la responsabilité élargie des producteurs, les personnes visées au I de l'article L. 541-10-1 et celles visées à l'article R. 543-56 du code de l'environnement doivent contribuer à la gestion, respectivement, des déchets d'imprimés papiers, ménagers et assimilés et des déchets d'emballages ménagers.

Les personnes susvisées peuvent transférer leurs obligations en versant une contribution financière à une société agréée à cette fin par les pouvoirs publics. Cette dernière verse à son tour des soutiens financiers aux collectivités territoriales en charge du service public de gestion des déchets ménagers et assimilés. Pour la période 2018-2022, le cahier des charges d'agrément de la filière des papiers graphiques a été adopté par arrêté du 2 novembre 2016 pris en application des articles L. 541-10, L. 541-10-1 et D. 543-207 à D. 543-211 du code de l'environnement. Celui-ci fixe un nouveau barème de soutiens, applicable à compter du 1er janvier 2018. Dans ce cadre, la collectivité s'engage notamment à mettre à jour les consignes de tri des papiers sur tous les supports et à déclarer les tonnages recyclés annuellement. Côté emballages, le cahier des charges d'agrément de la filière des emballages ménagers a été adopté par arrêté du 29 novembre 2016 pris en application des articles L. 541-10 et R. 543-53 à R. 543-65 du code de l'environnement. Celui-ci fixe un nouveau barème de soutiens, applicable à compter du 1er janvier 2018 (Barème F). Dans ce cadre, la collectivité s'engage notamment à assurer une collecte séparée prenant en compte l'ensemble des déchets d'emballages soumis à la consigne de tri. Le versement des soutiens au recyclage demeure, comme par le passé, subordonné à la reprise et au recyclage effectif des emballages collectés et triés conformément aux standards par matériau. A cette fin, la collectivité choisit librement, pour chaque standard par matériau, une option de reprise et de recyclage parmi les

trois options proposées (reprise Filière, reprise Fédérations, reprise individuelle) et passe des contrats avec les repreneurs.

La société Citeo (SREP SA), issue de la fusion entre Ecofolio et Eco-Emballages, bénéficie, pour la période 2018-2022, à la fois d'un agrément au titre de la filière papiers graphiques et d'un agrément au titre de la filière emballages ménagers.

A cette fin, et en concertation avec les représentants des collectivités territoriales, Citeo a élaboré, pour chacune des deux filières, un contrat type proposé à toute collectivité territoriale compétente en matière de collecte et/ou de traitement des déchets ménagers.

M. Angot explique qu'on peut espérer une augmentation des recettes.

Mme Morin : on a fait une extrapolation ce qui nous fait un gain de 6 000 € pour les mêmes tonnages.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- opte pour la conclusion du contrat type collectivité proposé par Citeo (SREP SA) au titre de la filière papiers graphiques et autorise M. le Président à signer, par voie dématérialisée, ledit contrat type avec Citeo (SREP SA), pour la période à compter du 1er janvier 2018

- et opte pour la conclusion du contrat pour l'action et la performance ou « CAP 2022 » proposé par Citeo (SREP SA) au titre de la filière emballages ménagers et autorise M. le Président à signer, par voie dématérialisée, le contrat CAP 2022 avec Citeo (SREP SA), pour la période à compter du 1er janvier 2018.

7- Contrat de reprise de matériaux issus des emballages triés

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

Mme MORIN expose :

Les matériaux issus du tri sélectif de Mayenne Communauté sont actuellement triés sur le centre de tri de Donville les Bains (société SPHERE).

Le marché de reprise des matériaux d'emballages arrive à échéance au 31 décembre 2017. Les matériaux suivants sont concernés :

- cartonnettes (5.02)
- Emballages Légers Alimentaires (5.03)
- Aluminium, Acier
- Gros de Magasin (1.02)
- Cartons (1.05)
- Plastiques : le PET clair, le PET foncé, le PEHD – PP – PS
- Verre

Mayenne Communauté a lancé une consultation pour une reprise des matériaux à partir du 1er janvier 2018. Chaque matériau trié devra respecter les prescriptions techniques minimales. Après analyse (qui combine le coût de reprise proposé ainsi que des éléments techniques tels que la traçabilité, les outils pour accompagner la collectivité dans sa communication, etc.), voici les offres les mieux disantes :

		Prix oct 2017	Prix plancher
SUEZ ENVIRONNEMENT Option Fédération	Cartons Déchetterie 1,05	110,00 €	90,00 €
	Cartonnettes de collecte sélective (CS) 5,02	100,00 €	65,00 €
	Gros de magasin de CS 1,02	75,00 €	45,00 €
	Emballages Légers Alimentaires de CS	15,00 €	15,00 €
	Acier de CS	117,00 €	50,00 €
	Aluminium de CS	615,00 €	400,00 €

Mayenne Communauté
Séance du 21 décembre 2017

VALORPLAST Option Filière	Mix PET CLAIR	211,00 €	65,00 €
	Mix PET FONCE	68,00 €	10,00 €
	Mix PEHD PP PS	72,00 €	0,00 €
OI MANUFACTURING Option Filière	Verre	23,5	23,5

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, retient :

- l'option « filière » pour les plastiques (PET clair, PET foncé, PEHD-PP-PS) de la société Valorplast et autorise M. le Président à signer le contrat correspondant,
- l'option « fédération » pour les cartonnets (5.02), Emballages Légers Alimentaires (5.03) Aluminium, Acier, Gros de Magasin (1.02) et Cartons (1.05) de la société Suez Environnement et autorise M. le Président à signer le contrat correspondant
- et l'option « filière » pour le verre de la société OI-Manufacturing France et autorise M. le Président à signer le contrat correspondant.

8- Contrats de reprise de matériaux issus du centre de valorisation énergétique de déchets de Pontmain

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

Mme MORIN expose :

Le conseil départemental de la Mayenne (CD53) assure le traitement par incinération des refus de tri de la collectivité et exploite une plate-forme de traitement et de maturation des mâchefers sur le site du Centre de Valorisation Énergétique des Déchets ménagers (CVED) de Pontmain.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- confie au CD53 la reprise et le recyclage des tonnes de déchets d'emballages ménagers (DEM) qu'elle collecte, conformes aux standards par matériau des métaux ferreux et non ferreux issus des mâchefers. Dans ce cadre, le Conseil départemental qui assume le traitement des ordures ménagères de la collectivité intègre les recettes de vente des métaux ferreux et non ferreux dans la prestation facturée à la collectivité. Aussi le prix de reprise des métaux ferreux et non ferreux est égal à zéro pendant toute la durée du contrat.
- et autorise M. le Président à signer le contrat correspondant ainsi que tout document permettant la mise en œuvre de cette décision.

9- Détermination de la grille tarifaire pour la redevance incitative à compter du 1er janvier 2018 sur l'ensemble du territoire de Mayenne Communauté

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

Mme MORIN expose :

À l'issue de la fusion, le financement du service déchets est resté distinct pour les 20 communes de l'ex Communauté de Communes du Pays de Mayenne (CCPM) de celui pour les 13 communes de la Communauté de Communes Le Horps-Lassay (CCHL). Bien que tous les deux s'appuient sur le principe d'une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM), celle instituée sur l'ex CCPM est incitative (à la différence de celle de l'ex CCHL) puisqu'elle intègre dans sa grille tarifaire une composante qui est fonction du volume d'ordures ménagères produites.

L'article L2333-76 du CGCT autorise le maintien du régime applicable en matière de REOM sur le territoire de la CCPM et de la CCHL au cours des 5 ans qui suivent la fusion. Il a pour autant été convenu par délibération du 14 janvier 2016 de viser à une harmonisation des tarifs dès le 1er janvier 2018 pour tendre vers une redevance incitative sur Mayenne Communauté et répondre ainsi aux objectifs environnementaux, économiques et sociétaux fixés par les lois Grenelle et plus récemment par la loi de Transition Énergétique.

2016 et 2017 ont donc été des années nécessaires à cette harmonisation des pratiques.

Ainsi, à compter du 1er janvier 2018 et sous réserve de l'avis du conseil, les usagers de Mayenne Communauté seront assujettis à la Redevance Incitative fixée ci-après.

Redevables munis d'un bac dont la collecte des ordures ménagères résiduelles est assurée en porte à porte

	Volume du bac (en litres)	Abonnement annuel = Part fixe pour l'accès au service (hors levée)	Part variable : coût unitaire de la levée du bac	Nombre de levées Minimum Obligatoire Dans l'année
Ménage ou professionnel	120	102,22	2,28	9
Ménage ou professionnel	240	121,01	4,56	9
Ménage ou professionnel	340	146,62	6,46	9
Professionnel	660	214,94	12,54	9
Professionnel	750	242,89	14,28	9

Redevables munis d'un badge et devant déposer leurs ordures ménagères résiduelles dans un conteneur

	Volume du tambour équipant le conteneur (en litres)	Abonnement annuel = Part fixe pour l'accès au service (hors dépôt)	Part variable : Coût unitaire d'un dépôt dans le conteneur	Nombre de dépôts Minimum Obligatoire Dans l'année
cas 1 : Ménage en grand habitat collectif vertical utilisant un conteneur exclusivement destiné à l'habitat collectif	30	52,69	0,57	36
cas 2 : Professionnel ou Ménage hors cas 1	60	78,31	1,14	18
Usager en résidence secondaire	60	78,31	1,14	6

Tarif applicable pour les remplacements.	
Bac pucé 120 litres	28 €
Bac pucé 240 litres	37 €
Bac pucé 340 litres	57 €
Bac pucé 660 litres	140 €
Bac pucé 750 litres	155 €
Bac à clé 120 litres	60 €
Bac à clé 240 litres	74 €
Bac à clé 340 litres	98 €
Bac à clé 660 litres	245 €
Bac à clé 750 litres	260 €
Badge remplacé ou 2ème attribution	5 €

Le montant de la redevance incitative est composé d'une part fixe, correspondant à la part incompressible du service (accès au service de collecte, accès aux colonnes de tri, aux déchetteries pour les particuliers) et d'une part variable, qui correspond à l'incitation et donc proportionnelle à l'utilisation du service de collecte et traitement des ordures ménagères résiduelles. Pour les habitants, la part fixe dépend du type de collecte et du litrage mis à disposition tandis que la part variable dépend du nombre de levées/dépôts de déchets (hors tri et déchetteries) effectivement constaté au-delà des levées minimum obligatoires.

facture année N = abonnement année N + levées/dépôts réalisés sur année N-1 (dont forfait minimum)
Il convient de souligner que la redevance incitative se base sur un service rendu. Aussi les usagers résidant sur les 13 communes de l'ex CCHL s'acquitteront uniquement en 2018 de la partie abonnement. Ce n'est

qu'en 2019 que les usagers auront une facture « complète » intégrant l'abonnement et la part variable de l'année précédente.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte à compter du 1^{er} janvier 2018 :

- une grille tarifaire unique pour le territoire de Mayenne Communauté, identique à celle en vigueur depuis 2016 sur les 20 communes déjà en redevance incitative (voir ci-dessus)
- et un règlement de collecte et de facturation uniformisé.

10- Gestion des déchets des événements, manifestations et animations à compter du 1^{er} janvier 2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

Mme MORIN expose :

La mise en place de la redevance incitative sur les 13 communes de l'ex CCHL entraîne de nouvelles organisations pour la gestion des déchets et leur facturation à compter du 1^{er} janvier 2018. Pour les communes, les professionnels, les associations, il convient donc d'étendre les tarifs et modalités de gestion déjà en vigueur sur les 20 communes de l'ex CCPM à l'ensemble des communes de Mayenne Communauté.

La gestion des déchets produits à l'occasion de manifestations ponctuelles nécessite parfois une organisation spécifique, avec un soutien logistique du service déchets. Afin de répondre à ces demandes tout en ayant le souci de l'équilibre budgétaire, une facturation du service est proposée sur la base suivante :

- Coût du temps d'utilisation du camion auquel s'ajoute le coût du temps passé par le chauffeur et ceci sur la base des tarifs annuels à l'heure, définis par le conseil communautaire pour les interventions du service prestations.

En cas de mise à disposition de conteneurs, il sera facturé le volume de ceux-ci sur la base du prix du litre défini au titre de la grille tarifaire de la redevance incitative.

En cas de mise à disposition de bennes, il sera facturé le coût du traitement suivant le tonnage réel des déchets collectés et au tarif à la tonne facturé par le Département.

Si la manifestation est à l'initiative d'une association dont le siège est sur Mayenne Communauté, le service déchets interpellera la commune de résidence de l'association afin de vérifier si la facture est à adresser directement à l'organisateur ou bien à la commune. A défaut de réponse, c'est l'organisateur qui sera facturé. Il conviendra de préciser ces principes à l'organisateur au moment de sa demande.

Ces dispositions s'appliquent uniquement aux ordures ménagères résiduelles. Pour ce qui est du tri, les services peuvent être utilisés gracieusement afin de valoriser ce geste (exemple : mise à disposition de la benne spécifique pour le tri).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces modalités et tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2018.

11- Gestion des déchets des communes à compter du 1^{er} janvier 2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

Mme MORIN expose :

La mise en place de la redevance incitative sur les 13 communes de l'ex CCHL entraîne de nouvelles organisations. Il convient donc d'étendre les tarifs et modalités de gestion déjà en vigueur sur les 20 communes de l'ex CCPM à l'ensemble des communes de Mayenne Communauté. Pour la facturation des communes, il est nécessaire d'évaluer précisément les conditions de collecte, variables selon le type de déchets :

- Pour les déchets ménagers

On comptabilise les volumes soit par des bacs soit par des badges et la facturation se passe sur la même base que la grille tarifaire des ménages.

- Pour les déchets verts

Il est impératif de dissocier ce qui relève des déchets verts du public à charge de Mayenne Communauté et des déchets verts produits par les communes en tant que producteur de déchets.

Les communes supportent le transport et le coût de traitement des déchets produits par leurs services. Concrètement, ceci signifie :

- que les communes ne doivent pas vider leurs déchets verts dans les bennes publiques,
- que les communes peuvent composter leurs déchets verts ou régler directement les factures de prestataires qui traitent leurs déchets verts
- que les prestations de mises à disposition de bennes, de transport de ces dernières assurées par Mayenne Communauté (via le service déchets ou le service prestations) sont refacturées aux communes ainsi que le traitement des déchets qu'elles contiennent.

- les modalités

Il s'agit de répertorier la mise à disposition effective de bennes et leur durée, de comptabiliser les vidages et aussi le poids des déchets via le pont bascule de La Lande (Parigné) avant dépôt sur la plate-forme. Quand les déchets verts résultent de prestations effectuées par le service prestation, la production sera évaluée par pesage à la plate-forme et :

- le traitement sera facturé par le budget annexe redevance incitative
- le transport sera refacturé aux communes par le service prestation.

La facturation s'effectuera au semestre.

Les services de la ville et de Mayenne Communauté étant mutualisés, c'est donc un prorata qui sera retenu au vu des surfaces (zones d'activités, équipements intercommunaux, etc.) et appliqué sur les volumes produits. Ailleurs, là où une benne est affectée aux services municipaux, la quantité de déchets produite sera facilement identifiable.

- les tarifs

- pour la mise à disposition des bennes :
 - à la journée : mise à disposition gratuite,
 - au-delà, à la semaine à raison de 10 €,
 - au-delà, au mois à raison d'un tarif de 40 €,
 - au-delà, à l'année à raison de 450 €.
- pour le transport / référence aux tarifs du service prestation = coût délibéré en vigueur de l'heure de camion et du chauffeur
- pour le traitement : coût délibéré en vigueur

- Pour les inertes et gravats

Mayenne Communauté acceptera de rendre service aux communes et de mettre à disposition des bennes (10 m³) pour les inertes/gravats mais ne pourra pas assumer plus de deux rotations par semaine. La mise à disposition des bennes et transport (assuré par le service ordures ménagères ou le service prestation) sera facturé aux mêmes modalités et mêmes tarifs que pour les déchets verts. Mayenne Communauté facturera à la commune le traitement de ces déchets sur la base des prix pratiqués par le prestataire de Mayenne Communauté dans le cadre de son marché (actuellement il s'agit du site de Sita Guélaintin, pour 26,4€/Tonne en 2017).

- Pour les encombrants

Le service ordures ménagères peut, à titre exceptionnel, mettre à disposition des communes des bennes de 30 m³ mais ne pourra pas assumer plus de deux rotations par semaine.

La mise à disposition des bennes et transport (assuré par le service ordures ménagères ou le service prestation) sera facturé aux mêmes modalités et mêmes tarifs que pour les déchets verts. Mayenne Communauté facturera à la commune le traitement de ces déchets sur la base des prix pratiqués par le prestataire de Mayenne Communauté dans le cadre de son marché (actuellement il s'agit du site de Sita Guélaintin, pour 79,2€/tonne en 2017)

Mme Morin : il y a un règlement pour les déchetteries qui a été validé en janvier 2016. Peut-être que tout le monde ne l'avait pas lu mais il faisait état que les tracteurs étaient interdits en déchetterie. Un règlement peut être modifié. On le remet sur la table en 2018 mais tant qu'il n'est pas modifié, on applique le règlement.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces modalités et tarifs applicables à compter du 1er janvier 2018.

12- Tarification de l'accès des professionnels et communes en déchetterie à compter du 1^{er} janvier 2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

Mme MORIN expose :

En ce qui concerne la gestion des déchets ne provenant pas des particuliers en déchetterie, une dynamique départementale a été engagée afin d'harmoniser les conditions d'accès des professionnels dans les déchetteries sur l'ensemble du Département et de définir des tarifs communs à moyen terme. La Communauté de Communes du Pays de Mayenne (CCPM) s'est inscrite dans cette démarche depuis 2011 en adoptant des tarifs variant selon les flux collectés et suivant une formule de révision annuelle des prix. Sur l'ex CC Le Horps-Lassay (CCHL), cette homogénéisation n'avait pas encore été réalisée, notamment compte tenu de l'existence d'une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) qui prévoyait, pour les professionnels, un droit d'accès aux déchetteries.

Consciente néanmoins que les flux de déchets des professionnels en déchetterie peuvent être conséquents et sans lien proportionnel avec la redevance dont ils s'acquittent jusqu'à présent, la CCHL envisageait un alignement des tarifs sur la dynamique départementale à moyen terme. Il convient à présent, compte tenu de la mise en place de la redevance incitative, d'uniformiser les tarifs des accès pour les professionnels et assimilés sur l'ensemble des déchetteries de Mayenne Communauté et d'adapter le règlement des déchetteries en conséquence.

Flux	Ferraille	Cartons	Bois	Encombrants	Gravats	Déchets Verts	Déchets toxiques
Tarif	Gratuit	Gratuit	12,27€/m³ *	25,9€/m³ *	20,07€/m³ *	15€/m³ ou 45€/tonne (si possibilité pesage avec pont bascule)	2,79€/kg *

**NB : Si la quantité collectée donne lieu à une facture théorique inférieure à 15€, la facture minimale adressée aux professionnels sera de 15€. En effet, suite au décret n°2017-509 du 7 avril 2017, le comptable public de Mayenne Communauté refuse de prendre en charge tout titre de recettes de créances non fiscales qui ne respecterait pas ce seuil minimal de 15€.*

Ces tarifs sont nets, Mayenne Communauté n'étant pas assujettie à la TVA pour les déchets ménagers. En conséquence, les professionnels ne pourront pas la récupérer.

L'appréciation des volumes se fait au vu de la capacité des véhicules à l'appréciation du gardien de déchetterie sauf pour les déchets toxiques qui seront pesés.

Mme Morin précise la difficulté à facturer pour moins de 15€ car la trésorerie ne prend pas en charge ces paiements. Pour ceux-là, on facturera 15€.

M. Garnier : une entreprise s'inquiète de la suite des travaux de la déchetterie. Est-ce qu'il devra décharger à la main après les travaux ?

Mme Morin : le problème, c'est la mise en sécurité des bennes. Ils vont avoir des soucis pour benner. Le problème va être le même partout.

M. Coisnon : il faudrait des systèmes escamotables.

Mme Morin : c'est fait pour empêcher les chutes dans les bennes. Il n'y aura pas de problème pour les déchets verts qui seront au sol.

M. Doyen : il y a un télescopique qu'on peut utiliser.

Mme Morin : les véhicules ne pourront pas benner au milieu des voitures. Il y a des réglementations que l'on doit appliquer.

M. Brodin : le bon sens doit se mettre en œuvre.

Mme Morin : le bon sens, c'est aussi pour ceux qui font les lois. On doit appliquer les lois.

M. Brodin : le bon sens doit l'emporter. C'est les usagers d'abord. Si les règles sont invivables...on demande déjà aux gens de payer et on leur demande de tout faire à la main.

M. Bourguin : je suis outré par ces propos. Nous sommes des élus de la République mais remettre en cause leur application. Imaginez des jeunes qui nous entendent dire ça. C'est un discours qu'on ne peut entendre. On ne peut entendre qu'une loi est mal faite. Si on l'extrapole cette discussion, imaginez ce que ça peut faire. Essayons de résoudre les problèmes ne respectant la loi. En tant qu'élus, je ne peux envoyer ce message.

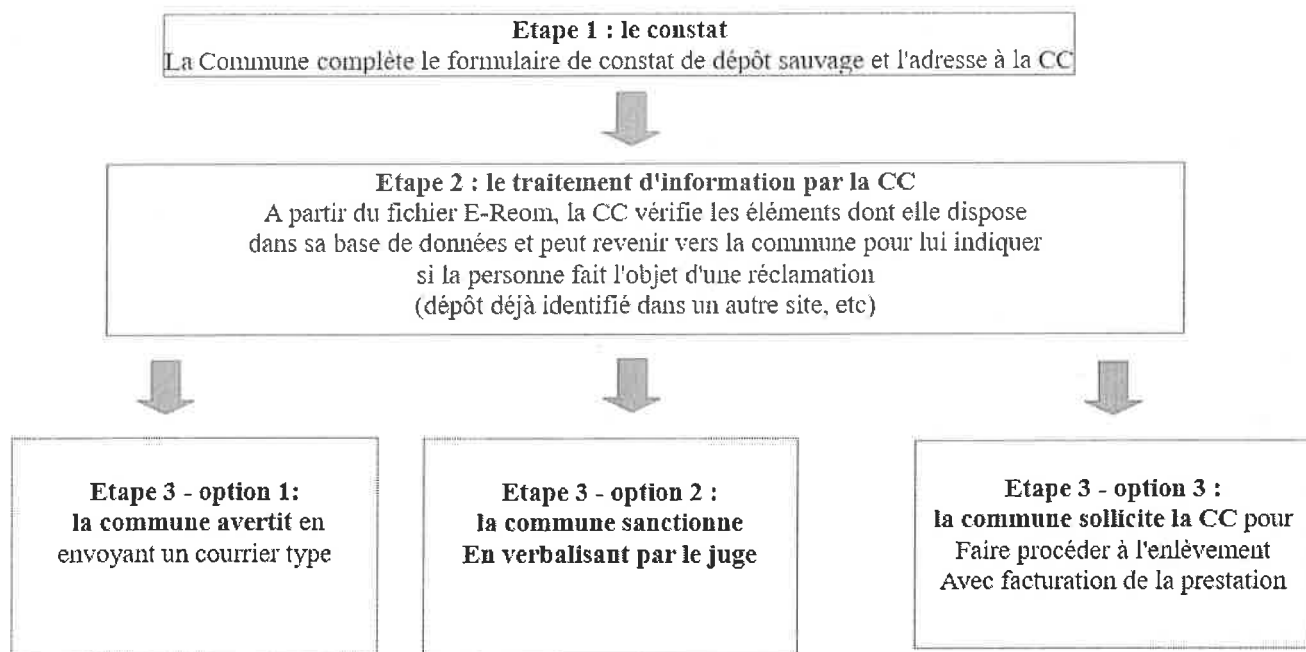
Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces modalités et tarifs applicables à compter du 1er janvier 2018 et autorise de modifier en conséquence l'annexe 2 du règlement des déchetteries.

13- Facturation prestation d'enlèvement et de résorption des dépôts sauvages à effet du 1er janvier 2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

Mme MORIN expose :

Après 2 années de communication sur le fonctionnement de la redevance incitative, la Communauté de Communes a formalisé une procédure de gestion des dépôts sauvages en un lien étroit de collaboration avec les communes et résumée ci-après :



En l'absence d'une police intercommunale, seule la commune peut procéder à une démarche de verbalisation au titre de la police de salubrité publique. En revanche, Mayenne Communauté a mis en place une facturation de 30€ par constat pour la prestation de résorption des dépôts sauvages pour lesquels elle intervient. Après deux années de mise en œuvre, plus de 400 factures ont été émises pour environ 2000 sacs analysés. Sur les bases de l'expérience à présent capitalisée, il convient d'ajuster le prix de cette prestation afin qu'il couvre plus précisément :

- les opérations de recherche du responsable (temps agent et de déplacement avec un véhicule)
- le nettoyage des abords notamment en cas de sacs éventrés et le balayage
- les frais de traitement des déchets concernés et l'instruction du dossier
- l'instruction administrative du dossier (courrier, facturation, etc.)

M. Chouzy : ce n'est pas assez si on veut dissuader.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité, M. CHOUZY s'étant opposé, fixe à 50€ la prestation pour l'enlèvement et la résorption d'un dépôt sauvage sur le territoire de Mayenne Communauté à partir du 1er janvier 2018.

14- Rapport annuel des déchets

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 décembre 2017

Mme MORIN expose :

Le décret n°2000-404 du 11 mai 2000 exige que le Président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur la qualité et le prix du service public d'élimination des déchets.

Depuis le transfert de la compétence collecte et traitement des ordures ménagères à la Communauté de Communes au 1er janvier 2003, ce rapport à l'échelle de la Communauté de Communes vise à mieux connaître et faire connaître les conditions techniques, organisationnelles et économiques du service et donc à favoriser la transparence envers les usagers.

Mme Morin commente les tonnages qui figurent au rapport.

M. Angot : sur l'augmentation des déchets verts, les tailles de haie et moins de déchets brûlés expliquent ce constat.

Mme Morin : on est mieux que l'objectif départemental en tri mais on peut toujours s'améliorer. Un mot sur les finances : l'évolution des charges en 2016 est en légère baisse et des recettes plutôt en augmentation.

M. Angot : si nous n'avions pas ces déchets sauvages, nous serions mieux.

M. Tranchevent : certes, le sujet est difficile mais je voudrais que l'on reconnaisse le succès pour les habitants, les personnes. Les chiffres sont les meilleurs du département. Ce sont les services du département et autres collectivités qui viennent nous voir pour savoir comment nous faisons. Les habitants sont les premiers acteurs et le personnel a parfois essuyé les plâtres.

M. Brodin : il y a trente ans, les chiffres comprenaient tous les déchets. Aujourd'hui, avec tous les emballages, on a plus de déchets.

M. Soutif : un demi poste, un bon suivi, c'est important. On a vu qu'un poste faisait parfois perdre plus que le prix du poste.

M. Chouzy demande comment va le ripper ?

Mme Morin explique l'avoir rencontré récemment. Il va aussi bien que possible. Il commence à se tenir quelques minutes debout. Le moral est en dents de scie.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le rapport annuel 2016.

15- Convention pour la gestion des déchets du Centre Hospitalier-Nord Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

Mme MORIN expose :

Le Centre Hospitalier-Nord Mayenne (CHNM) avait signé en 2003 avec la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (CCPM) une convention de redevance spéciale pour ses déchets calculée sur la base d'un tonnage moyen. Compte tenu de l'importance de cet établissement et de la spécificité de son fonctionnement, la collectivité a mis à disposition une benne compactrice qui présente l'avantage d'éviter des vidages répétés de nombreux bacs et de limiter les allers/retours au site de transfert ou de traitement, tout en laissant au CHNM la possibilité de ne plus dépendre d'horaires de collecte.

Avec la mise en place de la redevance incitative, une convention a été signée entre la collectivité et le CHNM pour la période 2014/2017, avec une tarification tenant compte du poids des déchets, des coûts de traitement et d'amortissement du matériel. Une nouvelle convention est proposée aux deux parties à compter du 1^{er} janvier 2018 pour une durée de 1 an, renouvelable 3 fois. Elle est actualisée en tenant compte des sites, coûts de traitement des déchets et d'entretien du compacteur.

M. Bourguin précise que ce sont des déchets assimilables à des déchets ménagers dont on parle.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces modalités et autorise M. le Président à signer la convention correspondante.

16- Lancement de l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie et Territoire (PCAET)

en collaboration avec les Communautés de Communes du Bocage Mayennais et de l'Ernée

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BOURGUIN expose :

Le plan climat air énergie territorial (PCAET) est défini à l'article L. 222-26 du code de l'environnement et précisé aux articles R. 229-51 à R.221-56. Pour les EPCI de plus de 20 000 habitants au 1er janvier 2017, il doit être élaboré avant le 31 décembre 2018.

Mayenne Communauté doit donc élaborer son PCAET : il s'agit d'un outil de planification qui a pour but d'atténuer le changement climatique, de développer les énergies renouvelables et de maîtriser la consommation d'énergie. Les collectivités sont incitées à développer ce plan pour mener une politique climatique et énergétique locale.

Le PCAET doit porter sur l'ensemble des émissions générées sur le territoire, y compris les émissions de polluants atmosphériques. Il doit être révisé tous les 6 ans et prendre en compte les schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE), et de cohérence territoriale (SCoT).

Après échanges avec les Communautés de Communes voisines du Bocage Mayennais et de l'Ernée, il est proposé de travailler sur une démarche commune et de mutualiser les moyens nécessaires à sa réalisation, tout en élaborant des PCAET nécessairement distincts. La Communauté de communes de l'Ernée a délibéré le 20 novembre 2017 afin de coordonner la démarche pour l'ensemble des 3 collectivités. Pour mener à bien ce projet, elle portera le poste de chargé de mission « Plan Climat ». Les charges seront ensuite réparties entre les 3 collectivités au prorata du nombre d'habitants.

M. Bourguin explique que seules les deux Communautés de Communes de Mayenne Communauté et l'Ernée y sont obligées et pourtant le Bocage est volontaire pour réaliser ce plan.

M. Angot souligne le travail collaboratif dans le nord Mayenne.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- lance la réalisation du Plan Climat Air Energie Territorial de Mayenne Communauté et autorise M. le Président à signer tout document permettant la mise en œuvre de cette décision
- approuve le principe d'une collaboration avec les Communauté de Communes du Bocage Mayennais et de l'Ernée
- et mandate à cet effet M. le Président pour définir les modalités de cette collaboration, coordonnée par la Communauté de Communes de l'Ernée, et autorise M. le Président à signer la convention correspondante.

17- FINANCES - Avenant convention de prestations avec la Commune de Saint Fraimbault

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SONNET expose :

Une nouvelle convention de prestations de services entre Mayenne Communauté et la Commune de Saint Fraimbault a été conclue pour une durée de 4 ans du 1er janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2019.

En avril 2018, un agent du service prestations part en retraite et la Commune de Saint Fraimbault est en mesure d'assurer la prestation qu'il effectuait grâce au recrutement d'un agent technique au cours de l'année 2017.

Les 2 parties conviennent qu'à partir du 1er janvier 2018, l'entretien et la surveillance des lagunes ne seront plus réalisés par le service prestations en raison du départ en retraite de l'agent affecté à cette mission, celle-ci sera effectuée par l'agent technique de la Commune.

L'avenant N°1 a donc pour objectif de retirer cette prestation qui faisait partie de la rubrique « des travaux d'entretien des voiries » figurant à l'article 1 de la convention.

Cette prestation est évaluée à 3 000 € par an.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- accepte les termes de l'avenant N°1 à la convention à conclure avec la Commune de Saint Fraimbault pour les années 2018 et 2019

- et autorise Monsieur Le Président à le signer.

18- Contingent versé au SDIS – Mayenne Communauté : interface financière entre le SDIS et les communes de l'ex CCPM
Avenant aux conventions entre Mayenne Communauté et les communes de Belgeard et Saint-Georges-Buttavent

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

VU l'article L1424-35 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux contributions versées au SDIS,

VU l'arrêt du Conseil d'État « Val de Garonne » du 22 mai 2013 qui affirme que la contribution d'une commune au budget du SDIS ne peut pas faire l'objet d'un transfert à un EPCI dont elle est membre, puisque cette contribution constitue une dépense obligatoire pour la commune,

CONSIDERANT la délibération du Conseil d'Administration du SDIS du 21 juin 2013 adoptant les décisions suivantes :

- * à compter de l'exercice 2014, la mise en recouvrement des contributions SDIS s'effectuera à l'échelon intercommunal, les EPCI constituant ainsi une interface financière unique

- * prise en compte comme base de répartition entre intercommunalités, 2 critères représentatifs et régulièrement actualisés : la population DGF et le potentiel financier agrégé (*données afférentes à l'année N-2*).

- * afin de prendre en compte la notion de service rendu lié à la présence de sapeurs-pompiers professionnels dans certains centres d'incendie et de secours, un préciput calculé sur la base du coût relatif à la garde postée prévue au règlement opérationnel et imputé aux EPCI contributeurs bénéficiant de ces affectations.

La Communauté de Communes assure, depuis le 1^{er} janvier 2014, la fonction d'interface financière pour les Communes de l'ex CCPM. La Communauté règle au SDIS la part de contingent de chacune des 20 Communes.

En contrepartie, le contingent au SDIS étant une dépense obligatoire, chaque Commune rembourse à la Communauté de Communes la somme correspondant à la répartition issue du calcul suivant :

(Montant du contingent notifié N – montant préciput N) réparti à raison de 50 % selon la population DGF et 50 % selon le potentiel financier des Communes de l'ex CCPM
Montant du préciput N réparti à raison de 50 % selon la population DGF et 50 % selon le potentiel financier des Communes de l'ex CCPM rattachées au centre de secours de Mayenne

Une convention entre la Communauté et chaque Commune régit les relations financières consécutives aux décisions du Conseil d'Administration du SDIS.

18 Communes avaient accepté à partir de 2014 de conclure une convention avec une reconduction tacite chaque année.

La Commune de Belgeard avait souhaité une reconduction expresse chaque année qui nécessite depuis 2014 une délibération annuelle.

La Commune de Saint Georges Buttavent avait souhaité conclure la convention uniquement pour l'année 2014, ce choix requiert donc une délibération annuelle.

Considérant que le contingent versé au SDIS constitue une dépense obligatoire pour les Communes, Considérant qu'il est judicieux d'éviter des lourdeurs administratives,

~~un avenant à la convention initiale a été proposé aux Communes de Belgeard et Saint Georges Buttavent pour modifier l'article 4 relatif à la durée de la convention.~~ Comme pour les autres Communes de l'ex CCPM, une reconduction tacite est prévue chaque année.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant à la convention à intervenir avec les Communes de Belgeard et Saint Georges Buttavent.

19- Centre aquatique La Vague-Tarifs

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BOISSEAU expose :

Le 20 juin dernier, le bureau a validé les tarifs du centre aquatique La Vague.

La préparation de l'ouverture du centre aquatique se précisant, nous affinons de plus en plus notre fonctionnement. En conséquence, certains tarifs adoptés précédemment ne nous semblent plus adaptés. C'est le cas pour trois domaines :

- Les tarifs abonnement aquagym/aquabike/circuit training
 - Un tarif semestriel avait été créé pour proposer un abonnement dans le cas d'une ouverture au 1^{er} janvier. Or, avec les retards de travaux, l'ouverture est actuellement prévue au 24 février, et ce tarif semestriel n'est plus d'actualité. Nous proposons donc de remplacer le tarif semestre par un tarif trimestriel pour proposer un abonnement couvrant la fin d'année scolaire
- Les tarifs aquagym/aquabike/circuit training 10 séances
 - Suite à la prise en main du logiciel de gestion (IREC), ce tarif nous semble compliqué à mettre en place pour le moment. Cela implique une gestion difficile pour des créneaux avec des places limitées, car cet abonnement donne un accès à un créneau, indépendamment des places disponibles. Par exemple, nous pourrions avoir 20 personnes à venir se présenter sur un créneau d'aquabike pour lequel nous ne disposons que de 20 vélos. Une fois que le logiciel sera bien pris en main, nous pourrions proposer à nouveau ce tarif à partir de septembre 2018.
- Les tarifs des cours de natation
 - L'équipe des MNS a réalisé un gros travail sur la grille d'activités de cours de natation, afin de répondre à la demande du public, et de proposer une cohérence dans la progression des apprentissages. Suite à ce travail, il faut une grille tarifaire adaptée en fonction du nombre de personnes accueillies et du temps d'activité, ainsi que de proposer des tarifs pour 8 séances correspondant au cycle d'apprentissage.

M. Boisseau décrit tous les tarifs et précise qu'ils sont conformes à ce qui se pratique pour des équipements équivalents.

Le comité de pilotage en date du 4 décembre ayant émis un avis favorable, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces tarifs.

20- Budget Principal – Abords du pôle santé – CTR 2018-2020

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. COISNON expose :

Mayenne communauté est engagée dans la mise en œuvre du Pôle santé pluridisciplinaire dont l'ouverture au public est prévue en septembre 2018.

Considérant le plan de financement global de l'opération des « abords du pôle santé » pour un montant total de 1 145 276,57 € TTC ;

Considérant le Contrat Territoire Région 2018/2020 de Mayenne communauté qui devrait être soumis à la commission permanente du 7 février 2018 suite à l'audition avec les élus régionaux du 13 décembre 2017 ;

Considérant l'éligibilité de cette opération au Contrat Territoire Région 2018-2020 prenant en compte les règles régionales (rétroactivité avec prise en compte des dépenses 2017 et 2018 ; dépenses liées à

l'électrification, l'eau et l'assainissement non éligibles), il est possible de présenter un plan de financement portant sur un montant total éligible de 765 973,04 € HT ;

Dépenses	montant	Recettes	montant	%
Dépenses éligibles 2017 et 2018 sur opération abords du pôle santé	765 973,04 € HT	CTR	497 882,47 €	65%
		Participation de Mayenne communauté	172 423,37 €	23%
		Fonds de concours Ville de Mayenne	95 667,20 €	12%
TOTAL	765 973,04 € HT	TOTAL	765 973,04 €	100%

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **approuve cette opération et sollicite l'aide régionale dans le cadre du Contrat Territoire Région de Mayenne Communauté selon le plan de financement prévisionnel ci-dessus**
- **sollicite une subvention régionale CTR pour un montant de 497 882,47 € (soit 65% de la dépense éligible)**
- **autorise M. le président à déposer cette demande de subvention auprès de la Région des Pays de la Loire**
- **et autorise M. le Président à signer tout document relatif à ce dossier.**

21- FINANCES – Budget principal – Exercice 2017 - Abords du pôle santé – Fonds de concours de la ville de Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. COISNON expose :

Dans le cadre de la construction de son pôle de santé pluridisciplinaire, Mayenne Communauté supporte les travaux d'aménagements des abords au moyen de 2 marchés de travaux conclus en procédure adaptée auxquels s'ajoutent des dépenses annexes (frais de publicité, coordination sécurité, plantations, dévoiement, raccordement électrique) pour un total HT de 1 012 945 €.

La Ville de Mayenne avait accepté le principe d'un fonds de concours assis sur une base de calcul de 43,48 % de la dépense hors taxes de Mayenne Communauté.

Depuis, Mayenne Communauté a présenté un dossier de financement au Contrat Territorial Régional (CTR) avec un financement attendu à hauteur de 65 % soit un montant escompté de 497 882 € (pour une dépense éligible estimée à 765 973 €).

Considérant que l'article L5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule :

- que le fonds de concours peut être versé après accord concordant pris par délibération des collectivités concernées et que,
- son montant ne doit pas excéder la part de financement propre, hors subventions, assurée par le bénéficiaire du fonds de concours,

Il vous est proposé de modifier le calcul du fonds de concours à verser par la Ville de Mayenne :

- par le budget annexe eau et assainissement dans le cadre des dépenses supportées en alimentation eau potable et assainissement en fixant un fonds de concours de 97 436 € représentant environ 9,6% des dépenses totales HT
- par le budget principal dans le cadre des autres dépenses soit un fonds de concours de 126 513 € représentant environ 12,5% des dépenses totales HT.

Ainsi, conformément à son engagement, la Ville apportera un fonds de concours de 43,48 % de la dépense supportée par Mayenne Communauté après déduction du CTR.

Il est cependant précisé qu'en fonction d'une part, du montant des dépenses définitives et d'autre part du montant du financement du CTR, le montant du fonds de concours attribué par le budget principal de la Ville pourrait être réévalué, pour atteindre au final un montant total de 43,48 % (y compris le fonds de concours du budget annexe) de la dépense de Mayenne Communauté après déduction du CTR.

M. Brodin : je constatais qu'il y a des différences de chiffres.

M. Soutif explique que les chiffres différents sont liés à la rétroactivité qui ne s'applique pas sur l'intégralité de la dépense et que des sommes ne sont pas éligibles au contrat régional.

M. Angot propose que le détail du plan de financement soit inscrit au PV du conseil.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- décide le versement d'un fonds de concours de 97 436 € par le budget annexe eau et assainissement de la Ville de Mayenne au titre des travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement liés aux abords du pôle de santé pluridisciplinaire
- décide le versement d'un fonds de concours de 126 513 € par le budget principal de la Ville au titre des autres dépenses liées aux abords du pôle de santé pluridisciplinaire
- et autorise la signature de la convention régissant les modalités de versement des fonds de concours avec la Ville de Mayenne.

22- Transfert des compétences Eau et Assainissement-Engagement d'une étude organisationnelle sur les modalités de mise en œuvre des compétences à l'échelle de Mayenne Communauté

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BOURGUIN expose :

Conformément à la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite « Loi NOTRe » et au Schéma Départemental de Coopération Intercommunal de la Mayenne (SDCI 53) approuvé par arrêté préfectoral du 25 mars 2016, les compétences Eau et Assainissement deviennent obligatoires pour les communautés de communes au 1^{er} janvier 2020.

Ce cadre réglementaire conduit Mayenne Communauté, compétente dans le domaine de l'assainissement non collectif (depuis le 01/01/2016), à devoir prendre les compétences « assainissement » et « Eau potable » au 1^{er} janvier 2020. La compétence « assainissement » comprend à ce jour l'assainissement collectif, non collectif et la gestion des eaux pluviales urbaines.

Compte tenu des enjeux majeurs que porte cette prise de compétences et notamment la nécessaire adéquation entre l'obligation de continuité de service et les moyens à proposer, il convient d'engager une étude organisationnelle visant à définir les modalités de mise en œuvre de ces compétences à l'échelle de Mayenne Communauté.

Les objectifs de cette étude seront :

- d'identifier les incidences du transfert des compétences Production/distribution d'Eau Potable et Assainissement à Mayenne Communauté dans les différentes composantes du service rendu à l'usager (volets financiers, juridiques, techniques et organisationnels, prix et qualité de service)

- et d'accompagner Mayenne Communauté dans la structuration des futurs services Eau et Assainissement qui devront être adaptés aux niveaux de performances retenus pour une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2020 en y intégrant le SPANC déjà existant.

Il convient de lancer une consultation afin de confier cette étude à un prestataire et qu'il puisse débuter son étude au plus tard début avril 2018. Cette étude estimée à 90 000 € peut bénéficier d'une subvention entre 70 et 80 % (Agence de l'Eau Loire-Bretagne, Conseil Départemental de la Mayenne).

L'étude sera suivie par :

- un comité technique (Groupe de travail Eau et Assainissement + Techniciens des structures existantes + ATD Eau) qui sera régulièrement associé aux réflexions et à l'évolution de l'étude
- un comité de pilotage (Bureau) qui sera chargé de valider chaque phase de l'étude : Analyse de la situation existante, Analyse de l'impact du transfert, Accompagnement au transfert des compétences.

M. Brodin : il n'y a pas lieu de se précipiter. Je pense qu'il vaut mieux attendre avant de se positionner.

M. Bourguin : on a eu ce débat. La prise de compétence est toujours une obligation malgré une annonce du 1^{er} ministre lors de l'assemblée des maires. Si on attend, on va être au mois de septembre. Un an et un trimestre, ce ne sera pas suffisant. On a le regard des autres territoires du département. Je ne suis pas certain que les autres territoires valideront que l'on fasse ce que l'on veut quand eux auront pris la compétence. Il y a aussi au niveau départemental la volonté d'une structure départementale.

M. Brodin : on peut être conseiller départemental et penser différemment. Je ne suis pas favorable au regroupement avec des grosses structures qui, à terme, iront au privé.

M. Bourguin : c'est une critique et c'est ce qui est en route depuis des années. Je reste très pragmatique. Si on ne lance pas la pub maintenant, on prend énormément de retard.

M. Raillard : je ne suis pas favorable à cette compétence car on va casser des choses qui fonctionnent bien sur le territoire. L'étude va nous permettre de travailler de façon plus consciencieuse.

M. Bourguin : on prévoit dans le cahier des charges que l'on puisse arrêter.

M. Sabran : le conseil municipal refuse de transférer la compétence même si c'est la loi. Je ne vais donc pas voter le lancement de l'étude.

M. Boittin : je dirais juste que le Président de la République s'est exprimé à l'assemblée de l'AMF et c'est encore 90 000€ qui vont partir dans la nature et qui pourraient servir à autre chose.

M. Forêt : est-ce que la 3C s'associe à cette étude ?

M. Bourguin : on a reçu l'arrêté du préfet transformant le syndicat du bassin de l'Aron en syndicat mixte (Mayenne Communauté et le 3C). Le président du bassin de l'Aron vous offre la gazette du syndicat du bassin de l'Aron.

M. Angot : je suis étonné du débat. C'est passé partout au niveau départemental. Les interrogations portent sur les territoires à cheval sur des bassins sur plusieurs bassins avec l'inquiétude de financer à plusieurs niveaux.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité, MM. JEUSSE, BRODIN, SABRAN et Mme GENEST s'étant opposés et MM. COULON, PECCATTE, BOITTIN et NEVEU s'étant abstenus :

- valide le lancement de l'étude organisationnelle visant à définir les modalités de mise en œuvre des compétences Eau et Assainissement à l'échelle de Mayenne Communauté
- autorise M. le Président à solliciter la subvention de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et du Conseil Départemental de la Mayenne dans la limite des montants maximum autorisés
- donne délégation au Président pour arrêter le plan de financement selon d'éventuelles actualisations
- et autorise M. le Président à signer tout document à intervenir.

23- Précarité Énergétique dans le logement - Demande de désignation d'un représentant de Mayenne Communauté aux instances de veille et de lutte contre cette précarité.

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BOURGUIN expose :

ENEDIS a adressé un courrier à Mayenne Communauté dans lequel il nous fait part de son intention de mettre en place une démarche collaborative sur la précarité énergétique (meilleure appréhension des situations et solutions adaptées) et de contribuer avec territoire d'Energie Mayenne (autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité) à la création d'une commission Précarité Énergétique dans laquelle seraient représentés la CAF, le Département, la CPAM, l'État...

L'objectif de cette commission serait de :

- Suivre l'évolution du nombre de clients bénéficiaires du Tarif Social de l'énergie.
- Faire remonter les alertes et/ou les situations à risques détectées par les représentants des EPCI vers le Comité de veille Précarité Energétique constitué en Mayenne.
- Faire remonter vers les communes des informations sur les dispositifs de lutte contre la précarité énergétique en collaboration avec le Conseil Départemental de la Mayenne, les associations du type Espace Info Energie et les principaux fournisseurs.
- Participer à la Cellule de lutte contre l'Habitat Indigne et la Précarité Energétique.
- Etc.

Il demande à Mayenne Communauté de lui faire connaître le nom de son représentant.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, désigne Hubert MOLL dans la logique d'une réflexion qui pourrait s'organiser avec la démarche d'Action Sociale d'Intérêt Communautaire.

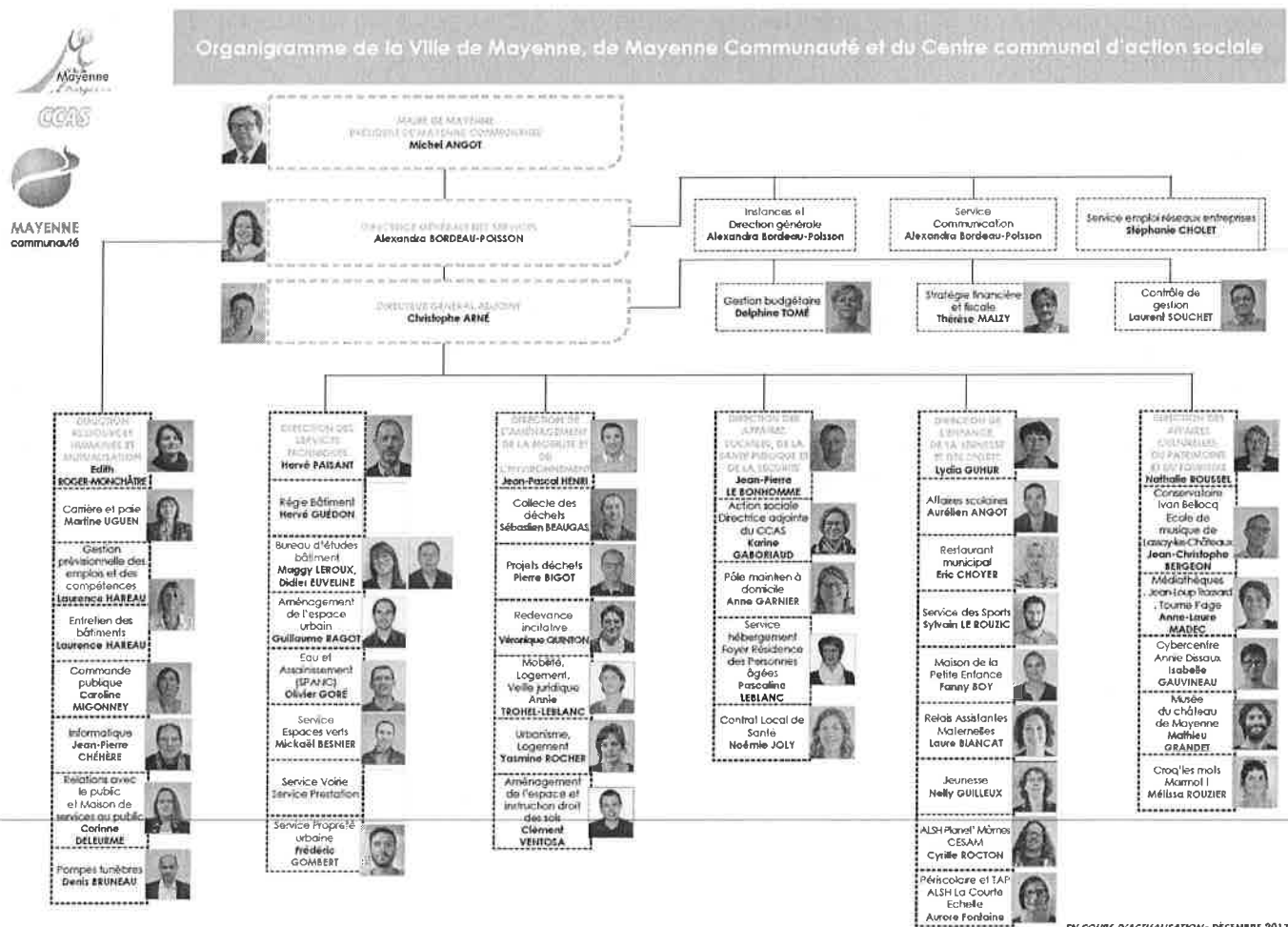
24a- Ressources humaines - gestion unifiée du personnel – organigramme des services

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. RAILLARD expose :

Compte tenu de la mise en place de la gestion unifiée, des évolutions des compétences et des dernières évolutions d'organisation de services,

Considérant l'avis favorable du Comité Technique du 4 décembre 2017,



EN COURS D'ACTUALISATION - DÉCEMBRE 2017

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide le nouvel organigramme mutualisé de Mayenne Communauté, la Ville de Mayenne et du CCAS.

24b- Ressources humaines - gestion unifiée du personnel – Convention service commun

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. RAILLARD expose :

Suite à l'avis favorable des Bureaux du 28 novembre et 12 décembre derniers, présentation vous a été faite du projet de convention de la « gestion unifiée du personnel » au 1er janvier prochain.

Vu le Code général des collectivités, notamment l'article L. 5211-4-2,

Vu l'avis favorable de la Commission administrative paritaire en date du 20 octobre 2017,

Vu l'avis favorable du Comité technique paritaire en date du 4 décembre 2017,

Considérant le schéma de mutualisation de Mayenne Communauté,

Considérant l'existence dans les faits d'une forte mutualisation entre les services de la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté :

- Un organigramme hiérarchique et cible commun
- Un comité technique et des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité communs
- Un accord pluriannuel 2017-2020 commun
- Une politique ressources humaines commune (temps de travail, régime indemnitaire, avantages sociaux et politique d'avancement)

Considérant l'intérêt des signataires de se doter de services communs afin d'aboutir à une gestion rationalisée,

À l'issue des travaux conduits par le comité de pilotage mutualisation visant atteindre les objectifs suivants :

- une plus forte transparence demandée par les élus sur les remboursements croisés entre Mayenne Ville et Communauté,
- un contexte budgétaire de plus en plus menaçant (épargnes dégradées, capacités d'investissement en diminution, DGF nette de Mayenne Communauté négative à compter de 2017...),
- un plan de charge des équipes à planifier entre Mayenne Ville et Communauté,
- le transfert progressif de compétences subi par les intercommunalités (loi NOTRe...) entraînant une évolution des effectifs et une montée en compétence de la Communauté qui supporte de plus en plus de charges de centralité,
- un important gain en temps et en gestion grâce à l'employeur unique (notamment pour les ressources humaines),
- un besoin de souplesse pour les renforts inter services grandement facilité avec un employeur unique
- la volonté de renforcer la mobilité interne, les possibilités de reclassements,
- des perspectives de carrières plus attractives et de qualité,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide la création du service commun « gestion unifiée du personnel » à compter du 1^{er} janvier 2018, selon les modalités de la convention ci-annexée
- et autorise le 1^{er} vice-président à signer ladite convention ainsi que tous documents s'y rapportant.

25- Ressources humaines - gestion unifiée du personnel – création des postes et tableaux des effectifs

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Vu l'avis du comité technique commun aux deux collectivités Ville de Mayenne et Mayenne Communauté en date du 14 novembre 2016,

Vu l'avis de la Commission Administrative Paritaire organisée par le Centre de Gestion de Mayenne en date du 20 octobre 2017,

Considérant la demande de la trésorerie de Mayenne souhaitant une délibération récapitulative de l'ensemble des postes de Mayenne communauté au 1^{er} janvier 2018,

Considérant la création du service commun dans le cadre de la gestion unifiée du personnel délibérée ce jour,

Il vous est proposé de supprimer les postes suivants :

GRADES OU EMPLOIS (1)	Nombre de postes
EMPLOIS FONCTIONNELS	
Directeur Général des services	1
Directeur Général Adjoint des services	
Directeur Général des services techniques	
TOTAL	1
FILIERE ADMINISTRATIVE	
Attaché Principal	1
Attaché	9
Rédacteur principal 2 ^e cl	1
Rédacteur	4
Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	1
Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	10
Adjoint administratif 2 ^{ème} classe	6
TOTAL	32
TECHNIQUE	
Ingénieur principal	1
Ingénieur	1
Technicien principal 2 ^e cl	2
Technicien	5
Agent de maîtrise principal	1
Agent de maîtrise	1
Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	16
Adjoint technique principal 2 ^e classe	15
Adjoint technique 2 ^e classe	16

TOTAL	58
MEDICO SOCIAL	
Educateur de jeunes enfants	1
Auxiliaire de Puériculture principal 1 ^{ère} classe	1
TOTAL	2
CULTURELLE	
Attaché de conservation	1
Bibliothécaire	1
Assistant conservat Pat et biblio princ 1 ^{ère} cl	3
Assistant de conservat Pat et biblio	4
Adjoint du Patrimoine principal 2 ^{ème} classe	12
Adjoint du Patrimoine	4
TOTAL	25
Professeur d'enseignement artistique Hors Classe	1
Professeur d'enseignement artistique	1
Assistant d'enseignement artistique ppal 1 ^{ère} cl	14
Assistant d'enseignement artistique ppal 2 ^{ème} cl	16
TOTAL	32
ANIMATION	
Animateur principal 2 ^{ème} classe	2
Animateur	1
Adjoint d'animation principal 2 ^{ème} classe	2
Adjoint d'animation	1
TOTAL	6
SPORTIVE	
Educateur principal 1 ^{ère} classe des APS	2
Educateur principal 2 ^{ème} classe des APS	2
Educateur des Activités physiques et sportives	3
TOTAL	7
EMPLOIS NON CITES	
Collaborateur de Cabinet Art 110 de la loi de 84	1
Emplois d'avenir	2
TOTAL	1
TOTAL GENERAL	164

De créer les postes suivants :

GRADES	POSTES	POSTES	POSTES
	ville	MC	Ville +MC
EMPLOIS FONCTIONNELS			
DGS		1	1
collaborateur de cabinet	1		1
	1	1	2
FILIERE ADMINISTRATIVE			
Attaché principal	1	1	2
Attaché	7	9	16
Rédacteur principal 1è cl	2		2
Rédacteur principal 2è cl	1	1	2
rédacteur	4	4	8
adjoint administratif principal 1e cl	4	1	5
adjoint administratif principal 2e cl	13	9	22
adjoint administratif	6	6	12
	38	31	69
FILIERE TECHNIQUE			
Ingénieur principal	1	1	2
Ingénieur	1	1	2
Technicien principal 1è cl	2		2
Technicien principal 2è cl	5	2	7
Technicien	2	5	7
Agent de maîtrise principal		1	1
agent de maitrise	7	1	8
adjoint technique principal 1e cl	24	14	38
adjoint technique principal 2e cl	54	15	69
adjoint technique	35	14	49
	131	54	185
FILIERE SOCIALE			
educateur de jeunes enfants	3	1	4
agent social principal 2e cl	4		4
agent social	3		3
ATSEM principal 1è cl	4		4
ATSEM principal 2è cl	11		11
	25	1	26
FILIERE MEDICO SOCIALE			
Infirmière	1		1
auxiliaire de puériculture ppal 1e cl		1	1
auxiliaire de puériculture ppal 2e cl	7		7
	8	1	9
FILIERE ANIMATION			
animateur principal 2è cl		2	2
animateur	1	1	2
adjoint d'animation principal 2e cl	5	2	7
adjoint d'animation		1	1
	6	6	12

SPORTIVE			
Educateur principal 1e classe des APS		2	2
Educateur principal 2e classe des APS		2	2
Educateur des Activités physiques et sportives		3	3
	0	7	7
CULTURELLE			
Attaché de conservation		1	1
Bibliothécaire		1	1
Assistant conservat Pat et biblio princ 1e cl		3	3
Assistant de conservat Pat et biblio		4	4
Adjoint du Patrimoine principal 2è classe		12	12
Adjoint du Patrimoine		3	3
	0	24	24
Professeur d'enseignement artistique Hors Classe		1	1
Professeur d'enseignement artistique		1	1
Assistant d'enseignement artistique ppal 1e cl		14	14
Assistant d'enseignement artistique ppal 2e cl		15	15
	0	31	31
Périscolaires NT			
adjoint d'animation	6 TC		6
	1 TNC 84%		1
	1 TNC 78%		1
	1 TNC 63%		1
	1 TNC 99%		1
	1 TNC 82%		1
	1 TNC 87%		1
	1 TNC 30%		1
	1 TNC 77%		1
	1 TNC 30%		1
	1 TNC 45%		1
	2 TC 100%		2
	1 TNC 76%		1
	1 TNC 53%		1
	1 TNC 47%		1
	1 TNC 96%		1
	1 TNC 67%		1
	1 TNC 30%		1
	1 TNC 32%		1
	1 TNC 99%		1
	26		26

CONTRAT AVENIR	7	2	9
VACATAIRES POMPES FUNEBRES	10		10
TOTAL	251	158	408

et de valider les tableaux des effectifs de Mayenne Communauté au 1^{er} janvier 2018.

Concernant les Assistants d'Enseignement Artistique, les quotités de temps de travail sont les suivantes :

AEE PPCL 1ERE CLASSE	1	14H
AEE PPCL 1ERE CLASSE	4	11H30
AEE PPCL 1ERE CLASSE	1	9H
AEE PPCL 1ERE CLASSE	1	10H
AEE PPCL 1ERE CLASSE	1	5H
AEE PPCL 1ERE CLASSE	1	3H
AEE PPCL 1ERE CLASSE	2	20H
AEE PPCL 1ERE CLASSE	1	5H15
AEE PPCL 2EME CLASSE	1	11H15
AEE PPCL 2EME CLASSE	1	6H30
AEE PPCL 2EME CLASSE	1	5H30
AEE PPCL 2EME CLASSE	1	5H
AEE PPCL 2EME CLASSE	1	3H30
AEE PPCL 2EME CLASSE	1	7H30
AEE PPCL 2EME CLASSE	1	6
AEE PPCL 2EME CLASSE	4	20H
AEE PPCL 2EME CLASSE	1	18H
AEE PPCL 2EME CLASSE	1	17H30
AEE PPCL 2EME CLASSE	1	10H
AEE PPCL 2EME CLASSE	1	13H
AEE PPCL 2EME CLASSE	1	17
AEE PPCL 2EME CLASSE	1	6H

M. Brodin : dans le tableau, on a le nombre de personnes mais ça fait combien en ETP ? Le regroupement va amener des changements. Ca va amener à des doublons ?

M. Angot : non puisqu'on était déjà mutualisé. La seule économie, c'est la gestion par un seul employeur.

M. Soutif : administrativement, il y a deux employeurs le maire de Mayenne et le Président de la communauté de communes mais ça simplifie la gestion des flux.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide les suppressions et les créations de postes indiqués ci-dessus
- et valide les tableaux des effectifs de Mayenne Communauté au 1^{er} janvier 2018.

26- Ressources humaines – DEJS – MPE - vacation – médecin

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. RAILLARD expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu L'article 17 du décret n°2010-613 relatif aux établissements d'accueil de jeunes enfants et plus précisément l'article R.2324.39.-1. du code de la santé publique prévoit les dispositions suivantes concernant le médecin rattaché à l'établissement : "les établissements et services d'une capacité supérieure à dix places ont l'obligation de s'assurer du concours régulier d'un médecin, dénommé médecin de l'établissement ou du service."

Le médecin a pour fonction de garantir des conditions d'accueil tant sur le plan de la santé, de la sécurité, de l'hygiène, de l'éveil et du bien-être des enfants accueillis, en complémentarité de l'équipe pluridisciplinaire, qu'il doit sensibiliser et accompagner.

Considérant la gestion unifiée du personnel au 1^{er} janvier 2018,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **autorise le recrutement d'un médecin vacataire à hauteur de 4 heures par mois maximum**
- **et autorise à rémunérer chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de 60 €.**

27- Ressources humaines - DEJS – MPE - vacation – psychologue

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. RAILLARD expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Les interventions de la psychologue auprès des agents des services de la petite enfance s'appuient sur des groupes d'analyse de pratiques organisés tous les trimestres.

Considérant la gestion unifiée du personnel au 1^{er} janvier 2018,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **autorise à recruter un psychologue vacataire à hauteur de 100 heures par an maximum**
- **et autorise à rémunérer chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de 51.53 € brut comprenant l'intégralité des prestations liées à l'intervention.**

28- Ressources humaines - DEJS- MPE - vacation – diététicien

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. RAILLARD expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales

Considérant le cadre du projet d'optimisation des services au public, la garantie de la qualité et de l'équilibre alimentaire des repas servis dans les écoles et aux personnes âgées est l'objectif principal du service du restaurant municipal.

Considérant la gestion unifiée du personnel au 1^{er} janvier 2018,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **autorise le recrutement d'un diététicien en qualité de vacataire à hauteur de 3 heures par mois maximum**
- **et autorise à rémunérer chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de 25 € brut comprenant l'intégralité des prestations liées à l'intervention.**

29- Ressources humaines - DRHM – pompes funèbres – vacations - porteurs

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. RAILLARD expose :

Vu l'article 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à recruter

du personnel vacataire et contractuel pour exécuter un acte déterminé ne justifiant pas la création d'un emploi,

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire du 21 mars 2016,

Considérant que le service des pompes funèbres fait appel à des vacataires et des contractuels pour les cérémonies funéraires,

Considérant la gestion unifiée du personnel au 1er janvier 2018,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise que chaque vacation de 3,5 heures soit rémunérée sur la base de 37,88 euros brut.

30- Ressources humaines – DRHM – régime indemnitaire des agents du service des pompes funèbres - Indemnité des agents des services municipaux d'inhumation

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. RAILLARD expose :

Vu l'arrêté ministériel du 17 février 1977 (JO du 19 mars 1977) modifié par l'arrêté ministériel du 7 avril 1982 (JO du 9 mai 1982),

Considérant la gestion unifiée du personnel au 1er janvier 2018,

Considérant les opérations d'inhumation ou d'exhumation effectués par les agents stagiaires, titulaires, vacataires ou contractuels du service,

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le versement aux agents cités ci-dessus, de l'indemnité des agents des services municipaux d'inhumation à hauteur des montants prévus par l'arrêté de 1977 et conformément aux conditions de cet arrêté :
Montants de référence au 1er octobre 1976**

✓ Mise en bière : 0,67 €,

✓ Exhumation : 1,78 €,

✓ Portage de bière : 1,31 € (cumulable avec l'indemnité de mise en bière).

31- Ressources humaines – DRMH - Régime indemnitaire des agents de Mayenne Communauté

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. RAILLARD expose :

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 (article 88) et son décret d'application (décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié),

Les agents territoriaux stagiaires, titulaires, contractuels de droit public au titre de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 et de droit privé ainsi que les collaborateurs de cabinet peuvent, sur décision de l'organe délibérant percevoir des primes et indemnités en complément de leur traitement indiciaire.

Vu l'article 20 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droit et obligations des fonctionnaires, aux articles 87, 88, 111 et 136 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et au décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu l'article 88 alinéa 2 du 26 janvier 1984, agents territoriaux stagiaires, titulaires, contractuels de droit public au titre de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 et de droit privé ainsi que les collaborateurs de cabinet qui subiraient une baisse de leur régime indemnitaire, dans le cadre de la mise en place de la gestion unifiée, se voient conserver le bénéfice, à titre individuel, du maintien du montant indemnitaire dont ils disposaient, en application des dispositions réglementaires antérieures,

Considérant le calcul du montant individuel au prorata du temps de travail de l'agent concerné,

Considérant le maintien, à hauteur du traitement, du régime indemnitaire de l'agent en cas d'absence pour raison de santé sauf pour les indemnités liées à l'exécution de missions particulières,

Considérant la gestion unifiée du personnel au 1er janvier 2018,

Considérant le protocole d'accord salarial délibéré le 8 décembre 2016,

Considérant l'enveloppe budgétaire votée chaque année,

Considérant le fait que l'autorité territoriale peut, au vu de la gravité des faits commis par un agent et des dysfonctionnements engendrés sur la bonne marche du service, réduire, suspendre ou supprimer la part indemnitaire liée aux fonctions exercées en dehors des primes liées à l'exécution de travaux particuliers,

Considérant le fait que l'autorité territoriale peut, ou non attribuer un montant individuel au vu des sujétions et des missions de l'agent,

Monsieur le Président propose de pouvoir attribuer aux personnels de Mayenne Communauté stagiaires, titulaires, contractuels de droit public au titre de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 et de droit privé ainsi qu'aux collaborateurs de cabinet, les primes et indemnités suivantes et de déterminer, le cas échéant, les enveloppes au coefficient maximal de chacune des indemnités dans le respect de la proposition du budget primitif.

1/ Prime de responsabilité des emplois administratifs de direction

Il vous est proposé d'ouvrir au titre du décret du 6 mai 1988 la prime de responsabilité correspondante au taux individuel maximum de 15 % du montant soumis à retenue pour pension pour l'emploi fonctionnel de DGS.

2/ L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires

Vu le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires, Il vous est proposé d'autoriser le versement de cette indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires conformément aux conditions fixées par le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002.

Cette indemnité peut être versée aux cadres d'emplois de :

- attaché
- rédacteur
- éducateur des activités physiques et sportives
- attaché de conservation
- bibliothécaire
- assistant de conservation
- et animateur.

3/ L'indemnité d'administration et de technicité

Vu le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité et l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité, Il vous est proposé d'autoriser le versement de cette indemnité d'administration et de technicité conformément aux conditions fixées par le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 et selon les conditions définies dans le protocole d'accord salarial à savoir :

Pour les agents de catégorie C, le montant de l'indemnité est fixé à 107.6 euros brut mensuels.

Ce montant est majoré dans les cas suivants :

- compensation des indemnités de conduite,
- compensation de la prime de fin d'année qu'il n'est pas possible d'attribuer aux agents nouvellement recrutés,

- compensation liée à la diminution de chèque déjeuner pour le service collecte des déchets,
- compensation liée à la difficulté de la mission des collectes des déchets
- et sujétion de responsabilité d'équipe.

Cette indemnité peut être versée aux cadres d'emplois de :

- Rédacteur
- Adjoint administratif
- Agent de maîtrise
- Adjoint technique
- Adjoint du patrimoine
- ATSEM
- Agent social
- animateur
- Adjoint d'animation
- Educateur des activités physiques et sportives.

4/ L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires

Vu le décret 202-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS),

Les modalités de versements : les agents à temps non complet peuvent être autorisés à effectuer des heures complémentaires en plus de leur temps de travail, en raison des nécessités de service et à la demande du responsable hiérarchique. Le nombre d'heures complémentaires effectuées par l'agent à temps non complet ne peut conduire au dépassement du temps légal par semaine. Les heures effectuées au-delà relèveront du régime des heures supplémentaires. Les heures complémentaires, si elles ne peuvent être récupérées, seront rémunérées sur la base du traitement habituel de l'agent.

Les heures complémentaires et supplémentaires ne pourront être payées que sur production d'un état mensuel nominatif constant le nombre d'heures à payer ou à récupérer.

Cette indemnité peut être versée aux cadres d'emplois de :

- Adjoint administratif
- Agent de maîtrise
- Adjoint technique
- Adjoint du patrimoine
- ATSEM
- Agents social
- Auxiliaire de puériculture
- Adjoint d'animation
- Et de Rédacteurs.

Il vous est proposé d'autoriser le versement de cette indemnité horaire pour travaux supplémentaires conformément aux conditions fixées par le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002.

5/ régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel des attachés territoriaux, des adjoints administratifs et des agents de maîtrise,

Le décret 2014-513 du 20 mai 2014 a créé un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat (R.I.F.S.E.E.P) et abrogé en son article 7 – 5° la prime de fonctions et de résultats régie par le décret 2008-1533 à compter du 31 décembre 2015.

Le nouveau régime indemnitaire se compose de deux éléments :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)
- et le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA).

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise :

Pour les attachés territoriaux, l'indemnité repose sur des critères professionnels liés aux fonctions et à l'expérience professionnelle de l'agent. Elle pose le principe d'une reconnaissance indemnitaire axée sur l'appartenance à un groupe de fonction qui détermine les niveaux de responsabilités, d'expertise ou de sujétions. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :

- Encadrement, coordination, pilotage et conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières et degré d'exposition de certains types de poste au regard de son environnement extérieur ou de proximité.
- o Détermination des groupes de fonctions

Groupe de fonctions	Emplois	Grades
Groupe 1	Direction d'une collectivité (emploi fonctionnel)	Directeur Attaché principal
Groupe 2	Responsable de service	Attaché Attaché principal
Groupe 3	Chargé de mission	Attaché

Pour les adjoints administratifs, l'indemnité repose sur des critères professionnels liés aux fonctions et à l'expérience professionnelle de l'agent. Elle pose le principe d'une reconnaissance indemnitaire axée sur l'appartenance à un groupe de fonction qui détermine les niveaux de responsabilités, d'expertise ou de sujétions.

Groupe de fonctions	Emplois	Grades
Groupe 1	Coordinateur d'activité administrative (niveau chef d'équipe)	Adjoint administratif, Adjoint administratif principal 2ème classe Adjoint administratif principal de 1ère classe
Groupe 2	Agent d'exécution	Adjoint administratif, Adjoint administratif principal 2ème classe Adjoint administratif principal de 1ère classe

Pour les agents de maîtrise, l'indemnité repose 2 groupes fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupe de fonctions	Emplois	Grades
Groupe 1	Encadrement de proximité/ surveillante de travaux, adjoint au responsable ou chef d'équipe	Agent de maîtrise Agents maîtrise principal
Groupe 2	Sujétions particulières lié à un postes nécessitant une autonomie particulière (gestion budgétaire, demandes des usagers)	Agent de maîtrise Agents maîtrise principal

Modulation individuelle :

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes de fonctions définis et peut varier selon le niveau de responsabilité, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions. Elle est versée mensuellement sur la base du douzième du montant annuel attribué et est proratisée.

Le montant perçu par chaque agent est fixé par arrêté individuel. Les montants versés à titre individuel s'inscriront dans les minima et maxima prévus par l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 et devront s'inscrire dans l'enveloppe budgétaire définie lors de l'établissement du budget.

Maintien du montant individuel lors de la mise en place de l'I.F.S.E :

Lors de la première application des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014, le montant du régime indemnitaire perçu mensuellement liés à ses fonctions et à son grade, est conservé jusqu'à la date du prochain changement de fonction.

Réexamen du montant de l'I.F.S.E :

Le montant de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise fait l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions,
- Au moins tous les ans en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,
- En cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

Le principe de réexamen n'implique pas une revalorisation automatique.

Le complément indemnitaire annuel :

Le complément indemnitaire est facultatif. Il est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. L'appréciation de la valeur professionnelle se fonde sur l'entretien professionnel. La circulaire ministérielle du 5/12/2014 précise les éléments à apprécier. Son montant est compris entre 0 % et 100 % des plafonds annuels fixés par l'arrêté ministériel du 3 juin 2015.

Le complément fait l'objet d'un versement annuel, en une ou deux fractions et n'est pas reconductible d'une année sur l'autre. Il fait l'objet d'un arrêté individuel.

Il vous est proposé d'autoriser la mise en place du nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans les conditions exposées.

6/ L'indemnité de suivi et d'orientation des élèves

Vu le décret 93-55 du 15 janvier 1993, il vous est proposé d'autoriser le versement de cette L'indemnité de suivi et d'orientation des élèves conformément aux conditions fixées par le décret n°93-55.

Cette indemnité peut être versée aux cadres d'emplois de :

- Professeur d'enseignement artistique
- Et d'Assistant d'enseignement artistique.

7/ Prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques

Vu les décrets n° 91-875 du 6 septembre 1991 (JO du 7 septembre 1991) et n° 93-526 du 26 mars 1993 (JO du 28 mars 1993) permettant d'attribuer aux agents relevant des cadres d'emplois des Bibliothécaires territoriaux et des Attachés territoriaux de conservation du patrimoine la prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques,

Il vous est proposé de verser la prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques selon les dispositions des décrets.

Cette indemnité peut être versée aux :

- Attachés de conservation
- Bibliothécaire

- Et Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

6/ L'indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires

Vu le décret 2013-662 du 23 juillet 2013, le montant minimum mensuel versé est de 150 euros brut. Le cas échéant, il est complété d'un montant de 92 euros au titre de la compensation de la prime de fin d'année que la collectivité ne peut verser au nouvel arrivant.

Cette indemnité peut être versée aux éducateurs de jeunes enfants.

Il vous est proposé d'autoriser le versement de l'IFRTS conformément aux modalités du décret n°2013-662.

7/ La prime de service

Il vous est proposé de verser la prime de service conformément au décret 98-1057 du 16 novembre 1998 à hauteur de 7.5% du traitement brut de l'agent.

Cette indemnité peut être versée au cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture et des infirmiers en soin généraux et infirmiers.

8/ La prime spéciale de sujétion des auxiliaires de puériculture ou de soins

Il vous est proposé de verser la prime spéciale de sujétion aux auxiliaires de puériculture conformément au décret 98-1057 du 16 novembre 1998.

9/ La Prime de service et de rendement

Il vous est proposé de verser la PSR dans le cadre du Décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009. Cette indemnité peut être versée aux cadres d'emplois suivants :

- Ingénieur
- Et Technicien.

10/ L'indemnité spécifique de service

Il vous est proposé de verser l'indemnité spécifique de service conformément au décret n° 2003-799 du 25 août 2003 modifié.

Cette indemnité peut être versée aux cadres d'emploi suivants :

- Ingénieur
- Et Technicien.

11/ L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants

Le décret n° 67-624 du 23 juillet 1967 modifié permet d'attribuer agents chargés d'effectuer des travaux pour l'exécution desquels des risques ou des inconvénients subsistent malgré les précautions prises et les mesures de protection adoptées.

Il vous est proposé de verser les indemnités dans le cadre du décret n°67-624 aux agents de la filière technique relevant des services suivants :

- collecte des déchets,
- propreté urbaine,
- centre aquatique
- voirie et prestation voirie
- et bâtiment.

12/ L'indemnisation des travaux supplémentaires pour élections

Vu le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés, l'arrêté ministériel du 27 février 1962 relatif à l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections,

Considérant que la rémunération des travaux supplémentaires effectués au-delà des heures normales de services, à l'occasion des consultations électorales est rémunérée :

- en Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Élections (IFCE) pour les agents attributaires de l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS)
- en Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS) pour les agents qui ne peuvent prétendre à l'IFTS et dans la mesure où les heures supplémentaires n'ont pas été compensées par une récupération pendant les heures normales de services,

Il vous est proposé d'autoriser le versement de l'indemnisation des travaux supplémentaires pour élections.

La ville de Mayenne remboursera Mayenne communauté selon les dispositions de remboursement prévues dans l'article 5.3 de la convention de création de service commun gestion unifiée du personnel et dans l'article V de l'avenant N°3 de la convention de mise à disposition de services examiné ce jour concernant notamment "les indemnités de bureau de vote ».

13/ Indemnité des personnels relevant des cadres d'emplois de professeurs d'enseignement artistique, assistant d'enseignement artistique effectuant des services supplémentaires réguliers ou irréguliers

Vu les décrets 91-875 du 6 septembre 1991 et 50-1253 du 6 octobre 1950 qui prévoient l'indemnisation des personnels relevant des cadres d'emplois de professeurs d'enseignement artistique, assistant d'enseignement artistique effectuant des services supplémentaires réguliers ou irréguliers, tout service excédant les maxima de service hebdomadaire fixés par le statut étant considéré comme service supplémentaire,

Vu l'avis favorable du comité technique du 12 juin 2017,

Considérant la demande de la trésorerie souhaitant une délibération de Mayenne Communauté sur l'attribution de ces indemnités qui sont déjà octroyées,

Il est proposé au Conseil de Communauté d'attribuer cette indemnisation conformément au décret du 6 septembre 1991 aux agents stagiaires, titulaires et non titulaires relevant des cadres d'emplois de professeurs d'enseignement artistique, assistant d'enseignement artistique effectuant des services supplémentaires réguliers ou irréguliers.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide l'ensemble de ce dispositif indemnitaire tel que présenté afin de l'appliquer à compter du 1^{er} janvier 2018.

32- Ressources humaines - régime des astreintes Ville de Mayenne assurées par des agents de Mayenne Communauté

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. RAILLARD expose :

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée relative aux droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences des agents territoriaux,

Considérant la convention de remboursement de mise à disposition du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté relative à la gestion unifiée du personnel,

Il vous est proposé d'autoriser le versement des indemnités suivantes conformément aux astreintes mises en œuvre pour la ville de Mayenne:

L'astreinte de la direction (décision)

Cette astreinte a pour vocation d'assurer la continuité des missions de la collectivité.

Cette astreinte de semaine (du lundi au lundi) est assurée par les Directeurs de Mayenne Communauté quel que soit leur domaine d'intervention initial.

L'astreinte de la chambre funéraire (exploitation)

Cette astreinte a pour vocation d'assurer la continuité du service pour permettre les admissions à la chambre funéraire.

Cette astreinte de semaine ou de week-end est assurée par les agents du service des pompes funèbres.

L'astreinte administrative des pompes funèbres (exploitation)

Cette astreinte a pour vocation d'assurer la continuité du service pour permettre l'accueil des familles et l'organisation des obsèques.

Cette astreinte de semaine ou de week-end est assurée par les agents du service des pompes funèbres.

L'astreinte technique des pompes funèbres (exploitation)

Cette astreinte a pour vocation d'assurer la réception des corps.

Cette astreinte de semaine ou de week-end est assurée par les agents du service des pompes funèbres.

L'astreinte hivernale (exploitation)

Cette astreinte a pour vocation d'assurer l'entretien et le déneigement des voiries pendant la période hivernale.

Cette astreinte de semaine ou de week-end est assurée par les agents des services techniques voirie, prestation voirie, espaces verts, propreté et bâtiment.

L'astreinte technique (exploitation)

Cette astreinte a pour vocation d'assurer une continuité des services de la ville pour toutes situations qui relèvent de l'urgence.

La mise en sécurité des bâtiments communaux et intercommunaux situés sur le périmètre géographique de la Ville de Mayenne lors de la survenance de tout événement imprévu et imprévisible sur le territoire de la collectivité (incendies, inondations, etc.). Cette mise en sécurité se fait en lien avec les services de secours concernés.

Cette astreinte de semaine est assurée par les agents techniques des services voirie, espaces verts, propreté, musée et bâtiment.

L'astreinte de surveillance (exploitation)

Cette astreinte de semaine a pour vocation d'assurer une continuité de la mission de surveillance confiée aux agents en relation avec la gendarmerie.

Cette astreinte est assurée par les agents du service ASVP.

L'astreinte « état des lieux » (exploitation)

Cette astreinte de semaine ou de week-end a pour vocation d'assurer la continuité des services en matière de gestion des salles louées par la ville de Mayenne et en particulier les états des lieux en fonction des réservations de locations de salle.

Cette astreinte est assurée par des agents des services voirie, service espaces verts, service propreté urbaine, service bâtiments, service entretien des locaux sportifs et service entretien des bâtiments.

Les agents bénéficiant d'un logement de fonction ne pourront pas prétendre à l'indemnité d'astreinte conformément au Décret n° 2012-752 du 9 Mai 2012 relatif aux logements de fonction qui écarte la possibilité de cumuler l'attribution d'un logement avec le versement d'une indemnité d'astreinte. Les autres agents pourront prétendre en fonction du service accompli aux indemnités fixées par la loi.

Pour l'ensemble des astreintes d'exploitation, les heures d'intervention seront récupérées selon le règlement temps de travail en vigueur.

Ces indemnités sont versées mensuellement en fonction des astreintes réalisées. Le remboursement de la Ville de Mayenne s'effectue selon les dispositions de remboursement prévues dans l'article 5.3 de la

convention de création de service commun gestion unifiée et dans l'article V de l'avenant N°3 de la convention de mise à disposition de services examiné ce jour concernant les astreintes de direction.

Considérant l'ensemble de ces éléments, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide le dispositif des astreintes et autorise le versement des indemnités.

33- Ressources Humaines - Délibération fixant la liste des emplois et les conditions d'occupation des logements de fonction

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes, il appartient au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur Le Maire à fixer la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué à titre gratuit ou moyennant une redevance, en raison des contraintes liées à leur fonction.

Vu la délibération la ville de Mayenne en date du 9 juillet 2015 fixant les logements de fonction,

Considérant la gestion unifiée du personnel au 1^{er} janvier 2018,

Il est proposé à l'assemblée de fixer la liste des emplois bénéficiaires d'un logement de fonction dans la commune de Mayenne comme suit :

• **Concession de logement pour nécessité absolue de service :**

Emplois	Obligations liées à l'octroi du logement
Gardien du stade Route d'Aron 53100 Mayenne	Pour des raisons de sécurité liées à la localisation du site dans une zone sensible
Gardien des Châteliers Route de Paris 53100 Mayenne	Pour des raisons de sécurité liées à la localisation du site dans une zone sensible

• **Convention d'occupation précaire avec astreinte :**

Emplois	Obligations liées à l'octroi du logement
Gardien du cimetière Rue de Normandie 53100 Mayenne	Ouverture et fermeture des portes du cimetière et participation aux astreintes liées aux pompes funèbres

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe la liste des emplois bénéficiaires d'un logement de fonction dans la commune de Mayenne comme indiqué ci-dessus.

34- Ressources humaines – Rémunération des agents contractuels pour remplacement temporaire, accroissement d'activités ou saisonniers ou remplacement temporaire de fonctionnaire ou d'agents contractuels

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. RAILLARD expose :

L'article 3 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, stipule que les emplois au sein des collectivités territoriales doivent être pourvus par des agents titulaires. Les collectivités sont cependant autorisées à recruter des agents non titulaires de droit public, par dérogation et dans des cas limités prévus par la loi 84-53 et redéfini par la loi 2012-347 du 12 mars 2012 :

- recrutement d'agents contractuels suite à accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées par l'article 3,1° de la loi 2012-347 du 12 mars 2012 précitée,

- recrutement d'agents contractuels suite à accroissement saisonnier d'activité, dans les conditions fixées

- recrutement d'agents contractuels suite au remplacement temporaire de fonctionnaire ou d'agents contractuels.

Après délibération en date du 14 janvier 2016, le Conseil communautaire, à l'unanimité et à main levée a autorisé le recrutement d'agents non titulaires de droit public en cas d'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité conformément à la loi 2012-347 du 12 mars 2012.

Considérant le décret n° 2016-588 du 11 mai 2016 portant mise en œuvre de la mesure dite du "transfert primes/points", qui fixe les modalités de l'abattement appliqué sur tout ou partie des primes et des indemnités, publié au journal officiel du 13 mai 2015, les échelles de rémunération ont été revalorisées.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise à fixer la rémunération en référence à un indice majoré pour :

- les agents de catégorie C, l'indice majoré de référence est 323
- les agents de catégorie B, l'indice majoré de référence 327
- et pour les agents catégorie A, l'indice majoré de référence 349.

Le salaire sera ensuite calculé suivant cet indice et la quotité de travail.

Ne sont pas concernés par cette disposition les animateurs recrutés sous contrat d'engagement indicatif et le cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique dont la rémunération est calculée en référence à 1/86ème de l'indice majoré 327, la rémunération est calculée en référence à 1/151ème pour tous les autres cadres d'emplois.

35- Ressources Humaines – Versement d'une prestation transport domicile/travail pour un agent déficient visuel et auditif

M. RAILLARD expose :

Dans le cadre du maintien dans l'emploi un agent de la Ville de Mayenne, en situation de handicap, bénéficie d'un transport privé prise en charge par son employeur, la Ville de Mayenne.

Avec la gestion unifiée au 1^{er} janvier prochain, l'employeur de l'agent concerné devient Mayenne Communauté.

L'organisme public, le FIPHFP (Fond d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique Territoriale), rembourse de manière intégrale les frais de transport engagés par la collectivité employeur avec la production des factures mensuelles.

Depuis début 2017, le FIPHFP prend en charge les frais des déplacements, déduction faite des autres financements auxquels peut prétendre l'agent, en particulier la Prestation de Compensation du Handicap (PCH). Cette aide départementale attribuée à l'agent, depuis août 2017 inclus, sous production de justificatifs, est évaluée à 75 % du montant de la facture mensuelle, avec un plafonnement à 200 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise à procéder, à effet du 1^{er} janvier 2018, comme ci-après afin que l'agent n'avance pas les frais :

- Facture mensuelle établie au nom de l'agent (montant au maximum de l'ordre de 800 € correspondant à 4 transports journaliers domicile-travail pendant 5 jours sur l'année)
- Versement à l'agent, chaque mois, de la PCH plafonnée à 200 €, par le département
- Remboursement à l'agent par Mayenne Communauté d'un montant égal à celui de la prestation facturée auquel est soustrait le montant perçu de la PCH
- Paiement par l'agent de la prestation mensuelle assurée par une société de transports
- et remboursement par le FIPHFP à Mayenne Communauté de la somme versée à l'agent.

36- Finances - Convention tripartite Association Les Possibles – Ville de Mayenne-Mayenne Communauté – année 2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. COISNON expose :

Considérant la mise en place au 1^{er} janvier 2018 de la gestion unifiée du personnel avec Mayenne Communauté comme employeur unique, entraînant le transfert de tous les agents de la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté,

Considérant qu'un agent de la Ville fait l'objet de mise à disposition individuelle à l'association Les Possibles,

Considérant qu'un agent contractuel de la Ville est affecté à l'association Les Possibles,

Considérant que ces 2 agents vont être transférés à Mayenne Communauté au 1^{er} janvier 2018,

Considérant la convention d'objectifs et de moyens conclue le 2 janvier 2017 entre la Ville de Mayenne et l'association Les Possibles devenant ainsi caduque au 31 décembre 2017,

Il est donc nécessaire de conclure pour l'année 2018 une nouvelle convention tripartite avec l'ajout de Mayenne Communauté devenant l'employeur des agents qui assurent des missions pour le compte de l'association Les Possibles.

En dehors des dispositions spécifiques au personnel, les autres dispositions contenues dans la convention initiale, pour les exercices 2017 et 2018, sont reconduites dans la nouvelle convention tripartite pour l'année 2018.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **approuve la convention tripartite à conclure pour l'exercice 2018**
- **et autorise Monsieur Patrick SOUTIF, Vice-Président à la signer.**

37- Finances – Avenant N°1 à la convention de mise à disposition de moyens matériels et logistiques entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté prenant effet au 1/01/2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

Il existe une mutualisation importante entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté qui est régie dans des conventions relatives à :

- une mise à disposition réciproque d'agents de divers services qui va être remplacée par une convention de gestion unifiée du personnel
- une mise à disposition de locaux de la Ville
- une mise à disposition de moyens matériels et logistiques.

Cette dernière convention de mise à disposition de moyens matériels et logistiques conclue entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté a pris effet depuis le 1^{er} janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2021.

Considérant la mise en place de la gestion unifiée du personnel avec Mayenne Communauté comme employeur unique ayant un impact sur des modalités de calcul d'une partie de cette convention,

Considérant la nécessité de faire évoluer la convention en fonction de nouveaux événements avec par exemple le groupement de commandes des vêtements de travail porté par Mayenne Communauté,

Ainsi, l'avenant N°1 à cette convention de mise à disposition de moyens comporte les rubriques suivantes :

- Moyens mis à disposition par la Ville à Mayenne Communauté :
 - matériels informatiques, logiciels et maintenance
 - photocopies
 - contrat de collecte du courrier
 - fournitures administratives
 - fournitures du « magasin »
 - carburants

- Moyens mis à disposition par Mayenne Communauté à la Ville : vêtements de travail.

- Dépenses dans le cadre de la mutualisation des services.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- approuve cet avenant N°1 à la convention de mise à disposition de moyens matériels et logistiques
- et autorise Monsieur Patrick SOUTIF, Vice-Président à le signer.

38- Finances - Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de personnel et de mutualisation entre Mayenne Communauté et le CCAS de Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. RAILLARD expose :

Une convention entre Mayenne Communauté et le CCAS de Mayenne a été conclue le 19 décembre 2016 pour régir une mise à disposition de personnel de Mayenne Communauté au CCAS de Mayenne ainsi que des dépenses de mutualisation entre les 2 collectivités.

Étant donné que des missions croissantes sont effectuées par le Directeur et la Directrice Adjointe du CCAS pour des domaines relevant de Mayenne Communauté, il convient de prévoir un avenant N°1 à cette convention pour régir une mise à disposition de personnel du CCAS à Mayenne Communauté.

Considérant la réflexion sur l'action sociale d'intérêt communautaire,

Considérant la réalisation du pôle santé dont le maître d'ouvrage est Mayenne Communauté,

Considérant la compétence intercommunale santé publique avec notamment le Contrat Local de Santé,

Considérant la compétence devenue intercommunale relative à l'aire d'accueil des gens du voyage,

Le CCAS met à disposition partiellement de Mayenne Communauté le Directeur et la Directrice adjointe du CCAS.

Les missions réalisées pour Mayenne Communauté feront l'objet d'un remboursement de la part de Mayenne Communauté au CCAS.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- approuve les dispositions contenues dans le présent avenant N°1 à la convention entre Mayenne Communauté et le CCAS
- et autorise Monsieur Le Président à le signer.

39- Finances - Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux par la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté à effet du 1^{er} janvier 2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

La convention actuelle de mise à disposition des locaux entre la Ville et Mayenne Communauté a été conclue à effet du 1^{er} janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2021.

Considérant la mise en place de la gestion unifiée au 1^{er} janvier 2018 avec Mayenne Communauté comme employeur unique ayant un impact sur les locaux du RAM,

Considérant la création de nouveaux locaux mutualisés en 2018 entre le service prestations de Mayenne Communauté et les services voirie et propreté de la Ville,

Considérant de nouvelles modalités de calcul des surfaces pour l'hôtel de Ville et communautaire,

L'avenant N°1 et la convention initiale abordent différents types de mise à disposition :

- mise à disposition à titre onéreux des locaux utilisés par des services de la Communauté ou des associations subventionnées par celle-ci avec des loyers différenciés selon l'occupation.

Avec l'avenant N°1, la surface des locaux de stockage de la Place du Champ de foire et ceux de la maison du travail a été actualisée suivant les occupants.

La méthode de calcul de la surface des bureaux de l'hôtel de Ville et communautaire au titre de Mayenne Communauté a été modifiée afin de la rapprocher des pourcentages d'affectation utilisés pour la convention de mise à disposition du personnel.

- mise à disposition à titre gratuit par la Ville à Mayenne Communauté, des locaux occupés par le service déchets étant donné que la Communauté a versé à la Ville une participation aux travaux d'investissement pour les services déchets et espaces verts.

En outre, Mayenne Communauté ne contribue pas aux charges de fonctionnement des locaux du fait qu'elle ait cédé à la Ville le terrain d'implantation des locaux à titre gratuit.

L'avenant N°1 n'apporte pas de modification à cet article.

- mise à disposition à titre gratuit par la Ville à Mayenne Communauté des locaux occupés par le RAM à la maison de la petite enfance étant donné que la Communauté a versé à la Ville un fonds de concours pour les travaux.

Par ailleurs, Mayenne Communauté rembourse à la Ville les charges de fonctionnement.

L'avenant N°1 a pour objet de prendre en compte la mise en place de la gestion unifiée au 1^{er} janvier 2018. Ainsi, le remboursement des charges de personnel par Mayenne Communauté pour l'accueil/secrétariat et l'entretien des locaux aura lieu pour la dernière fois en 2018 au titre de 2017.

- mise à disposition à titre gratuit par la Ville à Mayenne Communauté de 3 bureaux de l'hôtel de Ville et de Communauté occupés par le service finances du fait que la Communauté a versé à la Ville un fonds de concours pour les travaux d'aménagement des bureaux.

L'avenant N°1 n'apporte pas de modification à cet article.

-conditions de remboursement des charges d'électricité par la Communauté à la Ville suite au transfert de la compétence « musée du château de Mayenne » en raison d'un compteur commun avec le Théâtre.

L'avenant N°1 n'apporte pas de modification à cet article.

- L'avenant N°1 à la convention crée un nouvel article concernant la mise à disposition par la Ville à Mayenne Communauté, des futurs locaux occupés par le service prestations. Ceci intervient dans le cadre de la mutualisation des services prestations de Mayenne Communauté et des services voirie et propreté de la Ville sur le même site à Mayenne.

Cette mise à disposition des futurs locaux du service prestations se fera à titre gratuit dans la mesure où Mayenne Communauté versera un fonds de concours à la Ville pour la réalisation des travaux.

En outre, Mayenne Communauté remboursera chaque année à la Ville une partie des charges de fonctionnement des locaux.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- approuve l'avenant N°1 à la convention de mise à disposition des locaux entre la Ville et Mayenne Communauté à effet du 1^{er} janvier 2018

- et autorise Monsieur Patrick SOUTIF, Vice-Président à le signer.

40- Finances - Avenant n°3 à la convention de mise à disposition de services entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté à effet du 1^{er} janvier 2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. RAILLARD expose :

Mayenne Communauté
Séance du 21 décembre 2017

Dans le cadre de la mutualisation du personnel, une convention a été conclue à effet du 1^{er} janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2021 avec les thématiques suivantes :

- Mises à disposition réciproques des services fonctionnels entre les 2 collectivités
- Interventions des services techniques de la Ville de Mayenne pour des services de la Communauté ou des associations subventionnées par la Communauté
- Autorisation de mises à disposition individuelles dans les 2 sens entre la Ville et la Communauté.

Un avenant N° 1 à la convention a été conclu à effet du 1^{er} janvier 2016 pour prendre en compte différents événements et pour ajouter un nouvel article abordant la thématique des astreintes de direction et des indemnités de bureau de vote.

Un avenant N°2 a été conclu à effet du 1^{er} janvier 2017 pour intégrer les effets de nouveaux événements comme la fermeture de la piscine municipale et l'ouverture du centre aquatique intercommunal prévu en 2017. De plus, un nouvel article a été ajouté pour traiter le cas particulier des agents qui allaient travailler en 2017 sur une même période pour la piscine municipale et le centre aquatique intercommunal.

L'avenant N°3 à la convention à effet du 1^{er} janvier 2018 est proposé pour prendre en compte les effets de la mise en place de la gestion unifiée du personnel au 1^{er} janvier prochain avec Mayenne Communauté en tant qu'employeur unique :

- Les mises à disposition réciproques de personnel entre Mayenne Communauté et la Ville vont cesser au 31 décembre 2017, en conséquence les derniers remboursements, au titre de la présente convention, interviendront au cours de l'exercice 2018 au titre de 2017.
- L'article spécifique relatif aux agents de la piscine municipale et du centre aquatique pour 2017 est supprimé.
- Les interventions des services techniques dans les conditions de la présente convention vont cesser au 31 décembre 2017.
- L'article concernant les autorisations de mises à disposition individuelles n'a plus lieu d'être Avec la gestion unifiée.
- L'article lié aux astreintes de direction et indemnités de bureau de vote lors des élections politiques demeure mais il est complété pour tenir compte des incidences de la gestion unifiée sur les modalités de remboursement par la Ville à Mayenne Communauté.

M. Raillard remercie la direction et les services pour le travail « énorme » réalisé.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **approuve les dispositions contenues dans l'avenant N°3 à la convention de mise à disposition de services**
- **et autorise Monsieur Patrick SOUTIF, à le signer.**

41- Finances - modalités de remboursement de la masse salariale de la piscine de Mayenne en raison du retard de livraison du centre aquatique

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BOISSEAU expose :

Considérant le report de l'ouverture du centre aquatique en 2018 (ouverture prévue initialement le 1^{er} juillet 2017),

Considérant le transfert des agents de la ville de Mayenne affectés aux piscines Robert Buron et Raymond Fauque (délibération du 15 décembre 2016) au 1^{er} janvier 2017,

Considérant l'inscription budgétaire de la minoration de l'attribution de compensation de la Ville de Mayenne estimée à 206 801 euros pour un transfert au 1^{er} juillet 2017,

Considérant l'ensemble des charges de personnel qu'aurait dû supporter la Ville de Mayenne sur un exercice complet en 2017, déductions faites des indemnités journalières, aide de l'état relative à l'emploi d'avenir soit 409 186,35 euros,

Considérant l'interruption partielle d'activité (du 24 avril au 6 juillet) de la piscine de Mayenne en vu de la préparation d'ouverture du centre aquatique et donc la perte d'une recette exploitation estimée à 11 700 euros, le montant que la Ville doit rembourser à Mayenne Communauté est de 397 486,35 €.

M. Brodin : le déficit de la piscine c'était 206 000 €.

M. Soutif : c'était une estimation car on comptait ouvrir au 1^{er} juillet.

M. Brodin : c'est donc 400 000 € de déficit.

Messieurs Boisseau et Soutif expliquent que ce sera calculé précisément par la CLECT en 2018 et rappellent que c'est aujourd'hui une estimation.

M. Soutif : si la piscine était bien ouverte, il y avait juste à calculer le déficit à partir du réel. Comme le centre aquatique n'est pas ouvert, c'est Mayenne Communauté qui a pris en charge donc il est estimé ce que la ville aurait du payer pour l'année 2017.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide le montant du remboursement de la Ville pour la mise à disposition du personnel à la piscine Robert Buron au titre de l'exercice 2017 à 397 486,35 €.

42- Développement culturel – Avenant N°1 à la convention tripartite Association Tribu Familia/ Mayenne Communauté /Ville – demande d'avance

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. TRANCHEVENT expose :

Par délibération du 8 décembre 2011, nous convenions d'une convention tripartite entre la Ville, la Communauté de Communes et l'association Tribu Familia pour une durée de trois ans. Cette convention arrive à son terme au 31 décembre 2017.

Dans le cadre de la réflexion visant à définir la stratégie culturelle de notre territoire, dont les conclusions sont attendues au premier semestre 2018, il vous est proposé de reconduire pour une durée d'un an, par avenant, avec l'Association Tribu familia une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2018.

L'avenant fera mention de deux modifications apportées à la convention initiale.

L'article 3.2 concernant les Engagements logistiques de Mayenne Communauté sera modifié comme suit :

Compte tenu de la mise en place de la gestion unifiée au 1^{er} janvier 2018 avec Mayenne Communauté en tant qu'employeur unique, les prestations des services techniques seront désormais assurées par du personnel de Mayenne Communauté pour le festival « un singe en été ».

Dans le cadre de ce festival se déroulant en deux temps : en juin et juillet-août, Mayenne Communauté accepte de mettre à disposition ses agents pour des missions de montage, démontage et chargement de matériel.

Pour le temps du festival se déroulant un week-end en juin, Mayenne Communauté supportera les heures sans refacturation dans la limite de 282 heures. Au-delà de 282 heures, Mayenne Communauté facturera à Tribu Familia.

Pour le temps du festival se déroulant en juillet-août, Mayenne Communauté facturera à Tribu Familia dans la limite de 386 heures. Au-delà, une concertation entre les 2 parties aura lieu pour définir le nombre d'heures que Mayenne Communauté accepte de prendre en charge.

L'article 4.3 concernant les Prestations des services techniques et mise à disposition de compétences diverses qui correspondait à un engagement logistique de la Ville, sera supprimé.

Par ailleurs, comme les années passées, Tribu Familia sollicite le versement d'une avance sur la subvention 2018 qui sera votée le 12 avril prochain lors de l'adoption du budget 2018.

L'association sollicite un montant de 33 000 € début février et 25 000 € début avril afin de faire face à ses engagements d'ici le vote du budget pour couvrir notamment le paiement des salaires et les diverses dépenses de l'association.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **proroge d'un an la convention tripartite Association Tribu Familia/Mayenne Communauté/Ville soit jusqu'au 31 décembre 2018**
- **adopte l'avenant prévoyant 2 modifications relatives aux engagements logistiques en raison de la gestion unifiée du personnel au 1^{er} janvier 2018**
- **autorise Monsieur Patrick SOUTIF, Vice-Président à signer cet avenant**
- **et autorise à procéder au versement d'une avance 33 000€.**

43- Développement Culturel - Avenant convention Foin de la Rue

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

Par délibération du 27 février 2014, la Communauté de Communes a signé une convention triennale avec l'association Au Foin de la Rue pour son festival les Foins d'Hiver.

La convention initiale du 27 février 2014, prolongée par l'avenant n°1 du 25 avril 2016, puis par l'avenant n°2 délibéré le 8 décembre 2016 arrive à son terme le 31 décembre 2017.

Au regard de la réflexion visant à définir la stratégie culturelle de notre territoire, dont les conclusions sont attendues au premier semestre 2018, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise à reconduire pour un an, par avenant, avec l'Association Au Foin de la Rue, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2018.

44- Développement culturel - Avenant convention Hop Compagnie

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil a autorisé la signature d'une convention avec l'association Théâtre Dû d'une durée de 2 ans jusqu'au 31 décembre 2016, convention prolongée d'un an par avenant délibéré le 8 décembre 2016. Cette convention arrive à son terme le 31 décembre 2017.

Au regard de la réflexion visant à définir la stratégie culturelle de notre territoire, dont les conclusions sont attendues au premier semestre 2018, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise à reconduire pour une durée d'un an, par avenant, avec l'Association Hop Compagnie, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2018.

45- Développement culturel - Avenant convention Les Entrelacés

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

Par délibération du 14 avril 2016, le conseil a autorisé la signature d'une convention avec l'association les Entrelacés d'une durée de 1 an, convention prolongé d'un an par avenant délibéré le 8 décembre 2016. Cette convention arrive à son terme le 31 décembre 2017.

Au regard de la réflexion visant à définir la stratégie culturelle de notre territoire, dont les conclusions sont attendues au premier semestre 2018, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise à reconduire, pour un an, par avenant, avec l'Association Les Entrelacés, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2018.

46- Développement culturel - Avenant convention Atmosphères 53 - demande d'avance

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

Depuis les transferts de compétences opérés en 2003, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne intervient dans la politique de développement du cinéma en soutenant financièrement l'association Atmosphères 53. La convention initiale du 22 décembre 2014, prolongée par l'avenant n°1 du 25 avril 2016, puis par avenant n°2 délibéré le 8 décembre 2016 arrive à terme au 31 décembre 2017. Au regard de la réflexion visant à définir la stratégie culturelle de notre territoire, dont les conclusions sont attendues au premier semestre 2018, il vous est proposé de reconduire, pour un an, par avenant, avec l'Association Atmosphères 53, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2018.

Comme les années passées, Atmosphères 53 sollicite le versement d'une avance sur la subvention 2018 qui sera votée le 12 avril prochain lors de l'adoption du budget 2018. L'association sollicite un montant de 12 000 € à verser début janvier afin de faire face à ses engagements d'ici le vote du budget pour couvrir notamment le paiement des salaires et les diverses dépenses de l'association.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **proroge d'un an la convention par voie d'avenant soit jusqu'au 31 décembre 2018**
- **autorise M. le Président à signer cet avenant**
- **et autorise à procéder au versement d'une avance 12 000€.**

47- Développement culturel - Avenant convention Kiosque – demande d'avance

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

La convention régissant notre relation avec le Kiosque arrive à échéance le 31 décembre 2017.

Au regard du lancement de l'étude visant à définir la stratégie culturelle de notre territoire, dont les conclusions sont attendues au premier semestre 2018, il vous est proposé de reconduire, par avenant avec l'Association Le Kiosque, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2018.

Comme les années passées, le Kiosque sollicite le versement d'une avance sur la subvention 2018 qui sera votée le 12 avril prochain lors de l'adoption du budget 2018. L'association sollicite un montant de 190 000 € début janvier et 100 000 € mi-février afin de faire face à ses engagements d'ici le vote du budget pour couvrir notamment le paiement des salaires et les diverses dépenses de l'association.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **proroge d'un an la convention par voie d'avenant soit jusqu'au 31 décembre 2018,**
- **autorise M. le Président à signer cet avenant**
- **et autorise à procéder au versement des avances d'un montant de 190 000 € et 100 000 €.**

48- Développement culturel – Signature d'un protocole d'accord entre Mayenne Communauté et la SCIC Cinéma Le Vox

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BOURGUIN expose :

MAYENNE COMMUNAUTÉ est propriétaire d'un ensemble immobilier, sis au 16 et 16 bis place Juhel représentant une surface d'environ 633 m², local unique construit et aménagé en vue d'une seule utilisation et à l'usage spécifique, principal et exclusif d'une exploitation cinématographique.

En 2016 et 2017, la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES a entrepris des travaux de modernisation et d'extension sur son établissement cinématographique.

Par une délibération en date du 18 mai 2017, le conseil communautaire de MAYENNE COMMUNAUTÉ a décidé de conclure avec LA SCIC CINÉMA LE VOX un bail emphytéotique administratif pour la mise à disposition – en état de marche - de l'établissement cinématographique LE VOX, dont LA SCIC CINÉMA LE VOX est chargée d'assurer l'exploitation.

LA SCIC CINÉMA LE VOX emphytéote devait pouvoir débiter l'exploitation du complexe cinématographique en état de fonctionnement à compter du 15 octobre 2017.

Toutefois, les travaux de réfection opérés sur le bâtiment ont accusé de sérieux retard en raison principalement de la défaillance d'une entreprise titulaire. (Escalier central défectueux)

C'est pourquoi, seulement deux salles du complexe cinématographique peuvent être exploitées à compter du 8 décembre 2017, date de leur mise à disposition auprès de LA SCIC CINÉMA LE VOX emphytéote. La troisième salle sera livrée au plus tard le 31 mai 2018.

Compte tenu du fait que l'entreprise responsable est placée en redressement judiciaire, mais également du souci de MAYENNE COMMUNAUTÉ d'assurer une exploitation sereine à son emphytéote, la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES s'engage à indemniser LA SCIC CINÉMA LE VOX de son préjudice.

Les montants arrêtés ci-après correspondent au paiement d'une indemnité destinée à compenser le préjudice subi par LA SCIC CINÉMA LE VOX en raison tant de son début d'exploitation tardif des salles de cinéma, que du caractère partiel de la première livraison, compte tenu du fait que LA SCIC CINÉMA LE VOX ne pourra disposer des trois écrans prévus au bail emphytéotique administratif qu'au 31 mai 2018 au plus tard.

Ce préjudice par les parties qui s'accordent à ce qu'il soit évalué à hauteur de 30 000 €.

M. Bourguin précise que toutes les entreprises ont tenté de compenser les problèmes générés par l'entreprise Jet Alu.

M. Brodin : on peut rappeler les noms des entreprises.

M. Bourguin : les entreprises locales en particulier ont bien travaillé. Je pense aux salariés de l'entreprise Jet Alu en redressement judiciaire. Il explique la procédure à relancer pour mettre en concurrence le lot pour lequel l'entreprise est défaillante et les délais à venir.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à signer ce protocole d'accord et à procéder au versement de la somme de 30 000 €.

49- Développement Touristique - Avenant convention Office de tourisme – demande d'avance

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BORDELET expose :

Les statuts de Mayenne Communauté prévoient dans la compétence économique que Mayenne Communauté apporte un soutien financier à l'Association Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne. La convention régissant notre relation avec l'office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne, prolongée par l'avenant n° 3 en date du 15 avril 2016, puis par l'avenant n°4 délibéré le 8 décembre 2016 arrive à son terme le 31 décembre 2017.

En raison de l'étude en cours visant à définir la stratégie touristique du territoire, dont les conclusions sont attendues au premier semestre 2018, il vous est proposé de reconduire, par avenant, avec l'Association Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2018.

D'autre part, dans le cadre du budget 2018, vous serez amenés à étudier la demande de subvention de l'office de tourisme Vallée de Haute Mayenne.

Le versement de la 1^{ère} tranche de la subvention intervenant après le vote du budget, l'office de tourisme sollicite aujourd'hui le versement d'une avance de 50 000 € afin de faire face à ses besoins liés essentiellement aux salaires et au paiement des charges sociales du 4^{ème} trimestre 2017 et du 1^{er} trimestre 2018.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **autorise à reconduire, par avenant, avec l'Association Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2018**
- **et autorise M. le Président à signer cet avenant et à procéder au versement de l'avance d'un montant de 50 000 €.**

50- Développement Touristique - Avenant convention Office de tourisme – Mayenne Communauté – bateau promenade

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BORDELET expose :

De même, la convention entre Mayenne Communauté et l'Office de Tourisme régissant la mise à disposition du bateau promenade à l'office de tourisme (gestion du bateau confié à l'Office de Tourisme) arrive à son terme au 31 décembre 2017.

En raison de l'étude en cours visant à définir la stratégie touristique du territoire, dont les conclusions sont attendues au premier semestre 2018, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise à reconduire pour un an, par avenant, avec l'Association Office de Tourisme, cette convention.

51- Développement Touristique - Avenant convention Office de tourisme – Mayenne Communauté – Forum Métier d'Art

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BORDELET expose :

De même, la convention entre Mayenne Communauté et l'Office de Tourisme régissant la mise à disposition Forum Métier d'Art à l'office de tourisme, prolongé par l'avenant n°1, arrive à son terme au 30 janvier 2018.

En raison l'étude en cours visant à définir la stratégie touristique du territoire, dont les conclusions sont attendues au premier semestre 2018, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise à reconduire pour un an, par avenant, avec l'Association Office de Tourisme, cette convention.

52- Développement Touristique – Tarifs 2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BORDELET expose :

Tarifs camping :

	15/03-14/05 01/10-31/12		15/05-30/09	
	HT	TTC	HT	TTC
Forfait classique□				
- forfait 1 personne	6.09	6.70	6.09	6.70
- forfait 2 personnes	8.05	8.85	8.05	8.85
- forfait 3 personnes	10.82	11.90	10.82	11.90
Forfait caravane 2 essieux□				
- forfait 1 personne	6.27	6.90	11.05	12.15
- forfait 2 personnes	8.18	9.00	14.50	15.95
- forfait 3 personnes	10.90	11.90	18.32	20.15
Camping-car				
- forfait 1 personne	6.45	7.10	7.09	7.80
- forfait 2 personnes	8.18	9.00	8.64	9.50
- forfait 3 personnes	10.91	12.00	11.82	13.00
Forfait groupes de 20 à 39 personnes à partir de 40 personnes (maxi 50 pers).	54.54 90.91	60.00 100.00	54.54 90.91	60.00 100.00
Emplacement bateau	8.18	9.00	8.18	9.00
Personne supplémentaire au-delà du forfait 3 personnes.	3.64	4.00	3.64	4.00
Personne supplémentaire au-delà de 6 personnes	2.50	2.75	2.50	2.75
Voiture supplémentaire	1.27	1.40	1.27	1.40
Electricité	3.55	3.90	2.41	2.65
Caution badge Ordures ménagères	4.55	5.00	4.55	5.00
Caution Adaptateur	22.73	25.00	22.73	25.00

Au-delà de 7 nuits, réduction de 10 % sur le séjour

□ Le forfait classique comprend un emplacement pour une tente ou une caravane et une voiture

EMPLACEMENT BLOQUE	TARIF	
	HT	TTC
Du 1 ^{er} janvier au 30 juin	1.36	1.50
Du 1 ^{er} juillet au 31 août	5.45	6.00
Du 1 ^{er} septembre au 31 décembre	1.36	1.50

15/03 – 30/09 et 01/10-31/12	TARIF	
	HT	TTC
Jeton lave-linge (lessive non comprise)	3.82	4.20
Dose de lessive	0.27	0.30
Jeton sèche-linge	1.91	2.10
Douche non campeur	0.95	1.20
Tarif visiteur	1.14	1.25

*Réduction de 10 % appliquée aux détenteurs de la carte FFCC sur forfait classique
Tous nos tarifs comprennent une part attribuée à la prise en charge de la redevance incitative.

Tarifs des tentes bivouac :

Tente bivouac (1 ^{er} mai au 30 septembre)	15/03-14/05	15/05-30/09
Forfait tente bivouac/nuit - Une ou deux personnes	18.00	18.00
Personne supplémentaire (mineur accompagnant)	2.75	2.75
Voiture	1.40	1.40
Electricité	3.90	2.65
Caution badge Ordures ménagères	5.00	5.00
Caution Adaptateur	25.00	25.00

15/03 au 30/09	TARIF
Jeton lave-linge (lessive non comprise)	4.20
Dose de lessive	0.30
Jeton sèche-linge	2.10
Douche non campeur	1.20
Tarif visiteur	1.25

Tous nos tarifs comprennent une part attribuée à la prise en charge de la redevance incitative.

Tarifs des mobil home et tithome :

Camping** intercommunal du Gué Saint Léonard TARIFS* MOBIL HOMES & TITHOME 2018 - TVA 10%

PERIODES Mobil-homes : locations de mars à octobre Tithome : location de mai à septembre	Primavera F (4/6 pers. PMR) (H1) TTC	Mobil-homes C&D (4/6 pers.) (H1) TTC	LO83 E (6/8 pers.) (H1) TTC	LODGE A&B (4/6 pers.) (H1) TTC	Tithome (4/5 pers.) (H1) TTC
SEMAINE du SAMEDI 10H au SAMEDI 10H					
Très haute saison (du 07/07/18 au 18/08/18)	(400.00) 440€	(300.00) 330€	(452.73) 498€	(345.45) 380€	(277.27) 305€
Haute saison (du 30/06/18 au 07/07/18 et du 18/08/18 au 25/08/18)	(380.00) 418€	(284.54) 313€	(433.64) 477€	(325.45) 358€	(261.82) 289€
Moyenne saison (du 07/04/18 au 30/06/18 et du 25/08/18 au 30/09/18 et vacances scolaires toutes zones)	(254.54) 280€	(190.91) 210€	(289.09) 318€	(218.18) 240€	(177.27) 195€
Basse saison	(173.64) 191€	(130.91) 144€	(198.18) 218€	(150.00) 165€	-
MINI-SEMAINE du LUNDI 17H au VENDREDI 10H					
Très haute saison (du 07/07/18 au 18/08/18)	-	-	-	-	(175.45) 193€
Haute saison (du 30/06/18 au 07/07/18 et du 18/08/18 au 25/08/18)	(236.36) 260€	(176.36) 194€	(268.18) 295€	(201.82) 222€	(161.82) 178€
Moyenne saison (du 07/04/18 au 30/06/18 et du 25/08/18 au 30/09/18 et vacances scolaires toutes zones)	(172.73) 190€	(130.00) 143€	(197.27) 217€	(155.45) 171€	(121.82) 134€
Basse saison	(147.27) 162€	(107.27) 118€	(167.27) 184€	(110.91) 122€	-
WEEK-END du VENDREDI 17H au DIMANCHE 17H ou du SAMEDI 17H au LUNDI 17H					
Très haute saison (du 06/07/18 au 17/08/18)	-	-	-	-	(120.00) 132€
Haute saison (du 29/06/18 au 06/07/18 et du 17/08/18 au 24/08/18)	(159.09) 175€	(119.09) 131€	(181.82) 200€	(136.36) 150€	(110.00) 121€
Moyenne saison (du 06/04/18 au 01/07/18 et du 24/08/18 au 28/09/18 et vacances scolaires toutes zones)	(145.45) 160€	(109.09) 120€	(166.36) 183€	(124.54) 137€	(75.45) 83€
Basse saison	(125.45) 138€	(94.54) 104€	(143.64) 158€	(108.18) 119€	-
MOIS (LOCATION LONGUE DUREE)					
Hors haute saison et très haute saison	(402.73) 443€	(300.91) 331€	(459.09) 505€	(344.54) 379€	-
NUITEE SUPPLEMENTAIRE					
Très haute saison (du 07/07/18 au 18/08/18)	(57.14) 62.85€	(42.86) 47.15€	(64.68) 71.15€	(49.38) 54.30€	(39.64) 43.60€
Haute saison (du 30/06/18 au 07/07/18 et du 18/08/18 au 25/08/18)	(54.27) 59.70€	(40.64) 44.70€	(61.95) 68.15€	(46.50) 51.15€	(37.41) 41.15€
Moyenne saison (du 07/04/18 au 30/06/18 et du 25/08/18 au 30/09/18 et vacances scolaires toutes zones)	(36.36) 40€	(27.27) 30€	(41.27) 45.40€	(31.18) 34.30€	(25.32) 27.85€
Basse saison	(24.82) 27.30€	(18.73) 20.60€	(28.32) 31.15€	(21.45) 23.60€	-
CAUTION					
Location de mobil-home/tithome	(377.27) 415€	(313.64) 345€	(431.82) 475€	(377.27) 415€	(263.64) 290€
Caution ménage	(51.82) 57€	(51.82) 57€	(51.82) 57€	(51.82) 57€	(51.82) 57€
Badge ordures ménagères (dans le cadre de la redevance incitative)	(4.55) 5€	(4.55) 5€	(4.55) 5€	(4.55) 5€	(4.55) 5€
OPTION					
Forfait ménage (Fin du séjour)	(51.82) 57€	(51.82) 57€	(51.82) 57€	(51.82) 57€	(51.82) 57€
Location télévision (sous réserve des disponibilités)	5 €/jour 30 € semaine	5 €/jour 30 € semaine	5 €/jour 30 € semaine	5 €/jour 30 € semaine	5 €/jour 30 € semaine

Offres soumises à conditions, nous consulter – tarifs intégrant une part de redevance incitative – Versement d'un acompte de 25 % à la réservation – Taxe de séjour : 0.20 €/nucl/adulte
Renseignements-Réservation : Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne - Halle Fluviale - Quai de Walbinger - 53100 Mayenne - Tel : 02.43.04.19.37 - E-mail : info@valleedehaute-mayenne.fr
Site internet : <http://www.campingduguesaintleonard.fr/>

Nos tarifs sont susceptibles d'être soumis à modification en fonction de la législation sur la T.V.A. en vigueur.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces tarifs pour l'année 2018.

53- Finances - Tarifs braderie Médiathèque et Ludothèque

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. COISNON expose :

Depuis 2 ans, la médiathèque fait un travail important de désherbage de ses collections, retirant les livres abîmés, obsolètes, en doublon ou très peu emprunté. Ainsi, près de 5000 documents sont actuellement stockés pour être proposés à la braderie que la médiathèque organise en janvier 2018. Étant donné l'état général de ces documents, **il est proposé un tarif unique de 0.50 centimes par document ou lot de documents. L'objectif étant de se débarrasser d'un maximum de documents, un tarif intéressant pour le public est préconisé.**

La commission enfance jeunesse réunie le mercredi 27 septembre propose que la ludothèque participe à la braderie organisée par la médiathèque en janvier 2018 pour mettre en vente des jeux abîmés retirés du prêt au vue de leur état, des doublons ou suite au désherbage effectué par le service.

Les tarifs proposés sont les suivant :

- Jeux abîmés : 1€
- Jeux enfants : 2€
- Jeux adultes : 4€

À l'issue de cette braderie, les invendus ne pourront pas être conservés pour une braderie ultérieure par manque d'espace de stockage.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le don des invendus à des associations qui se chargeront du réemploi ou autres structures.

**54- Marchés publics – Construction du bâtiment du Pôle de Santé de Mayenne Communauté – LOT 1
« Gros œuvres » - Avenant n°4**

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 15/07/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise HUAULT le marché pour la construction du bâtiment du pôle de santé de Mayenne Communauté "Lot 1 : GROS ŒUVRE" pour un montant de **1 156 959.87 € HT**.

Ce marché a déjà fait l'objet de trois avenants. Pour rappel, le premier portait sur l'installation du laboratoire. Le deuxième avenant permettait le rajout d'une bande de solin sur le linéaire de façade du bâtiment afin de protéger le Delta MS et de rendre la façade plus esthétique. Le troisième avenant entraînait le rajout, en salle de radiologie, d'un socle béton pour supporter le poids d'un nouvel appareil et la création d'évacuation pour les toilettes. Le montant du marché a ainsi été porté à **1 184 427.11 € HT et le cumul des trois avenants a induit une augmentation de 2.37%.**

Afin de terminer la lasure béton du bâtiment sur la rue du Prieuré de Berne, et en raison de pluies abondantes qui ont empêché un travail sur échafaudage (sol instable), l'entreprise Huault a été contrainte d'utiliser une nacelle avec déport pour répondre à des exigences de sécurité d'intervention de ses ouvriers.

Les modifications présentées ci-avant impliquent **une plus-value de 1 000.00 € HT, soit une augmentation, avec le cumul des quatre avenants, de 2.46 % du montant du marché qui passe ainsi de 1 156 959.87 € HT à 1 185 427,11 € HT.**

Titulaire	Montant initial du marché	Nouveau montant du marché	% d'évolution
HUAULT	1 156 959.87 € HT	1 185 427.11 € HT	+ 2.46

La Commission MAPA en date du 12 décembre 2017 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer avec l'entreprise HUAULT l'avenant n° 4 au marché 16TRA13 « Gros œuvres pour la construction du bâtiment du Pôle de Santé de Mayenne Communauté ».

**55- Marchés publics – Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne – LOT 12
« Ascenseur » - Avenant n°2**

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BOURGUIN expose :

Par marché notifié le 30/09/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise ARVOR AUTOMATISME le marché de "Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne LOT 12 : Ascenseur" pour un montant de **20 800,00 € HT**.

Pour rappel, un premier avenant portait sur le remplacement, sur l'ascenseur, d'un bouton par une serrure. Sa plus-value de 390.00 € HT a porté le montant du marché à 21 190.00 € HT avec une variation de 1.88%.

Il était prévu dans le marché un abonnement avec une ligne téléphonique France Télécom pour la fonction secours de l'ascenseur. Il a été décidé aujourd'hui d'installer une carte GSM avec carte SIM à la place pour cette ligne de secours, cette solution étant plus économique.

Les modifications présentées ci-avant impliquent **une plus-value de 450,00 € HT, soit une augmentation, avec le cumul des deux avenants, de 4.04 % du montant du marché qui passe ainsi de 21 190.00 € HT à 21 640,00 € HT.**

Titulaire	Montant initial du marché	Nouveau montant du marché	% d'évolution
ARVOR AUTOMATISME	20 800.00 € HT	21 640.00 € HT	+ 4.04

La Commission MAPA en date du 12 décembre 2017 a donné un avis favorable à la signature de ces avenants.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer avec l'entreprise ARVOR AUTOMATISME l'avenant n° 2 au marché 16TRA14 « Ascenseur pour les travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne ».

56- Marchés publics – Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne – LOT 7 « Menuiseries intérieures » - Avenant n°3

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BOURGUIN expose :

Par marché notifié le 30/09/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise BRAULT Menuiserie GBM le marché de "Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne LOT 7 : Menuiseries intérieures" pour un montant de **57 000,00 € HT.**

Pour rappel, un premier avenant portait sur l'ajout de 3 trois portes supplémentaires et un deuxième sur le remplacement de deux des vitrages existants, qui ne pouvaient être conservés en raison de rayures multiples. Ces opérations ont porté le montant du marché à 59 714.00 € HT avec une variation de 4.76%. Aujourd'hui, il a été décidé de modifier l'organigramme des clés en choisissant un cylindre différent qui permet de ranger davantage de clés (54.00 € HT). La vitre de la cabine de projection en salle 2, rayée et très endommagée, nécessite d'être remplacée (145.00 € HT). Les 4 boîtes aux lettres actuelles vont être supprimées pour la création d'une seule boîte destinée à accueillir le courrier en partie supérieure et les films en partie inférieure (994.00 € HT). Enfin, la prise en charge des cylindres en lieu et place de l'entreprise JET ALU sera facturée 134.00 € HT.

Les opérations présentées ci-avant impliquent **une plus-value totale de 1 327,00 € HT, soit une augmentation, avec le cumul des trois avenants, de 7.09 % et le montant du marché passe ainsi de 59 714.00 € HT à 61 041.00 € HT.**

Titulaire	Montant initial du marché	Nouveau montant du marché	% d'évolution
BRAULT	57 000.00 € HT	61 041.00 € HT	+ 7.09

La Commission MAPA en date du 12 décembre 2017 a donné un avis favorable à la signature de ces avenants.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer avec l'entreprise BRAULT l'avenant n° 3 au marché 16TRA14 « Menuiseries intérieures pour les travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne ».

57- Loi égalité et citoyenneté - désignation d'un élu communautaire aux commissions d'attribution Logements des bailleurs sociaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BOURGUIN expose :

La Loi Égalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017 impose aux bailleurs sociaux de créer une CAL chargée d'attribuer nominativement chaque logement locatif avec une nouvelle organisation des Commissions Attributions Logements (CAL) et avec de nouveaux membres ayant voix délibérative.

Mayenne Communauté
Séance du 21 décembre 2017

Désormais le préfet et les présidents des EPCI compétents en matière de PLH deviennent membres de droit. Le Maire demeure membre de droit mais perd sa voix prépondérante au bénéfice du Président de l'intercommunalité quand ce dernier a créé une conférence intercommunale du logement et un plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs ce qui figure parmi les actions du PLH. L'organisme HLM est représenté par 6 membres.

> F2M nous a adressé un 1^{er} courrier à la rentrée 2017 et demande la désignation de 2 membres : Le Président de l'EPCI ou son représentant et le Maire ou son représentant pour la Ville de Mayenne (soit 2 voix délibératives).

Les CAL ont lieu toutes les semaines à Laval et ne peuvent se réunir que si le quorum est respecté. F2M nous indique 48h à l'avance si des logements de notre commune sont inscrits à l'ordre du jour de la CAL. F2M envisage de proposer des commissions par visio conférence.

> Mayenne Habitat qui fonctionnait jusque-là avec une commission tous les 15 jours, vient de passer le rythme à une CAL hebdomadaire.

> Méduane Habitat devrait mettre en service les logements de Mayenne en avril 2018.

Jusqu'ici les demandes étaient traitées en direct avec les Conseillères en Économie Sociale et Familiale, mais il est désormais nécessaire de désigner des représentants élus.

M. Brodin : est-ce qu'il n'y a pas un décret d'application qui contredit la loi pour diminuer le nombre de présents ?

Compte tenu du positionnement essentiellement mayennais des logements sociaux, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, désigne, Guy BOURGUIN, comme représentant du Président de Mayenne Communauté à ces CAL.

58- Avenant n°3 au Contrat Local de Santé – Mayenne Communauté

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. TRANCHEVENT expose :

Le Contrat Local de Santé de Mayenne Communauté a été signé en janvier 2013 pour une période de 3 ans. 6 grands axes le composent, à savoir :

- L'accès aux soins et la démographie médicale : suivi du pôle de santé et accueil des internes en médecine générale et stagiaires dentistes ;
- Les personnes âgées : parcours de santé des aînés ;
- La santé mentale : mise en place du Conseil Intercommunal en Santé Mentale ;
- La santé au travail
- La prévention et promotion de la santé : prévention des addictions en milieu scolaire, conférences, actions de sensibilisation (vaccination, santé mentale, dépistages...) ;
- Développement et mise en œuvre du CLS : création du poste d'animateur.

L'ARS a proposé un avenant en janvier 2016 afin de prolonger la durée du contrat d'un an. Plusieurs raisons le justifiaient :

- La période de réserve électorale empêchait la signature du CLS au premier semestre 2017,
- Le Programme Régional de Santé était en cours d'élaboration, or le CLS doit tenir compte des grandes orientations du PRS de même que des besoins du territoire.
- La volonté pour le futur CLS est d'impliquer les partenaires dans les actions pour qu'ils y adhèrent et portent des projets. Une année supplémentaire permettra d'entreprendre cette co-construction, sur un territoire élargi à Mayenne Communauté, en associant les usagers.

Aujourd'hui, l'ARS propose un nouvel avenant pour prolongé le CLS 1 de Mayenne Communauté qui prendra fin au plus tard le 30 juin 2018, ou antérieurement si un nouveau CLS est signé avant cette date. En effet, le Programme Régional de Santé (PRS) est toujours en cours d'élaboration et sera signé au cours du 1er trimestre 2018. Le nouveau CLS doit tenir compte des grandes orientations du PRS.

L'ARS a également reconduit son accompagnement financier concernant le poste d'animatrice du CLS, avec une subvention annuelle de 20 000 €.

M. Angot : c'est essentiel. Quand on a une signature de CLS quand vous êtes sur des négociations dans le cadre du CHNM, c'est un plus pour la relation avec l'ARS.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée,

- valide cet avenant afin de prolonger le Contrat Local de Santé
- et autorise Monsieur le Président à signer tout document se rapportant à cette opération.

59- Finances – Centre Aquatique – Autorisation de programme et crédits de paiement – Modification

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BOISSEAU expose :

Conformément aux articles L 2311-3 et R 2311-9, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP).

Cette procédure permet aux Collectivités de ne pas faire supporter au budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais uniquement les dépenses à régler au cours de l'exercice.

Par délibération n°1 du 5 mai 2015, le conseil communautaire a voté l'AP/CP "centre aquatique" comprenant les travaux de construction et les équipements (hors maîtrise d'oeuvre et prestations intellectuelles) d'un montant global de 11 214 000 € ttc, déclinée à partir des crédits de paiement suivants :

AP – CENTRE AQUATIQUE (travaux et équipements)		
Opération d'équipement : 15001		
CP 2015	CP 2016	CP 2017
2 562 000 €	7 542 000 €	1 110 000 €

Considérant le retard de livraison du chantier, et le niveau du disponible sur l'opération, il convient de modifier la programmation budgétaire de l'opération en diminuant le crédit de paiement 2017 de 250 000 € en ajoutant un crédit de paiement sur l'exercice 2018 de 50 000 € pour une autorisation de programme désormais fixée à 11 014 000 €.

Opération 15001	2015	2016	2017	2018
Crédits de paiement	2 562 000 €	7 542 000 €	860 000 €	50 000 €

Ainsi, le crédit affecté à l'APCP n°15001 du centre aquatique est diminué de 200 000 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée,

- approuve la modification de l'AP/CP Centre Aquatique dans son montant global et dans ses crédits de paiements 2017 et 2018 comme sus visée
- et autorise à dire que les crédits budgétaires 2018 seront inscrits par anticipation au vote du budget principal 2018 par délibération présentée ce jour.

60- Finances - Exercice budgétaire 2018 – Budget Principal – Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

En application de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (3ème aliéna et suivants), le Maire peut avant le vote du budget primitif 2018, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont inscrits ou complétés lors de son adoption.

Considérant le vote du budget programmé le 12 avril prochain, il est nécessaire d'engager au plus tôt les étapes préalables à la réalisation de certains investissements.

Il vous est proposé d'ouvrir dès à présent les crédits d'investissement listés ci-après :

IMPUTATION				AFFECTATION DES CREDITS	Dépenses Montant TTC	Recettes Montant TTC
Opération	Chapitre	Nature	Sous rubrique			
	45	458120	510	Construction POLE SANTE	50 000 €	
	45	458220	510	Cession POLE SANTE		50 000 €
15001	23	2313	413 1	Travaux CENTRE AQUATIQUE	40 000 €	
15001	21	2188	413 1	Acquisitions diverses CENTRE AQUATIQUE	10 000 €	
				TOTAL	100 000 €	50 000 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur Le Président à mandater les dépenses d'investissement et de fonctionnement dans les conditions prévues par l'article 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et dans la limite des crédits précisés ci-dessus jusqu'au vote du budget primitif 2018.

61- Finances – Exercice 2017 – Budget principal – Décision modificative n°5

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

Par délibération du 9 mars dernier, le budget primitif de la Communauté de Communes a été adopté puis ajusté par décisions modificatives du 29 juin, 28 septembre, 26 octobre et 16 novembre derniers. Il convient par délibération modificative n°5 d'ajuster les crédits budgétaires inscrits en section d'investissement comme présenté ci-après :

Section d'investissement :						
Chap.	Nature	Fonction	Opération	Libellé	Dépenses	Recettes
23	2313	413 1	15001	Construction Centre Aquatique LA VAGUE	-250 000,00	
23	2313	413 1		Maîtrise d'oeuvre Centre Aquatique LA VAGUE	10 000,00	
23	2313	510		Construction POLE SANTE	-1 677 070,00	
020	020			Dépenses imprévues	240 000,00	
13	1322	510		Subventions Région POLE SANTE		-60 000,00
13	1341	510		Subventions DETR POLE SANTE		-686 130,00
024	024	510		Cession immobilière POLE SANTE		-2 400 000,00
45	458220	510		Ventes immobilières		2 400 000,00
45	458220	510		Subventions d'équipement POLE SANTE		746 130,00
45	458120	510		Construction POLE SANTE	1 677 070,00	
Total D.M.N° 5					0,00	0,00
Rappel B.P.2017 + DM					25 431 838,12	25 431 838,12
TOTAL BP + DM					25 431 838,12	25 431 838,12

M. Soutif précise les changements d'imputation pour ce qui concerne le pôle santé à la demande du trésorier. On rajoute des dépenses imprévues pour se rapprocher le plus possible du montant réel de l'investissement.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve la décision modificative n°5 au budget principal 2017 tel que présentée ci-dessus.

62- Budget principal – Budget annexe des déchets ménagers – Budget annexe SPANC – Exercice 2017 – Admission en non-valeur de divers produits intercommunaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, des bordereaux de produits devenus irrécouvrables se rapportant aux exercices 2012 à 2017 du budget principal, et des budgets annexes déchets ménagers et SPANC.

Les sommes dont il s'agit n'ayant pu être recouvrées en raison soit d'une situation d'irrecouvrabilité du débiteur soit du seuil minimum de poursuite, il convient, pour régulariser la comptabilité intercommunale, de les admettre en non-valeur.

En conséquence, il vous est proposé d'admettre en non valeur les sommes ci-après désignées :

Budget principal	Créances admises en non valeur c/6541	2012	2013	2015	2016	2017	TOTAL
		23,22 €	84,26 €	1 055,37 €	45,36 €	10,00€	1 218,21 €

Budget annexe déchets ménagers	Créances admises en non valeur c/6541	2014	2015	2016	2017	TOTAL
	Créances éteintes c/6542	1 032,52€	472,10 €	1 261,58 €	277,13 €	3 166,07 €
				122,74 €		

Budget annexe SPANC	Créances admises en non valeur c/6541	2012	2014	2015	2016	TOTAL
		55,00 €	55,00 €	55,00 €	80,00 €	245,00 €

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées à l'article 6541 (créances admises en non valeur) du budget de l'exercice en cours.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 1 218,21 € pour le budget principal, de 3 166,07 € pour le budget annexe déchets ménagers et de 245 € pour le budget annexe du SPANC.

63- Budget annexe Déchets Ménagers - Exercice 2017- Décision modificative N°2

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

Mme MORIN expose :

Le budget primitif 2017 du budget annexe Déchets Ménagers a été adopté par délibération du 9 mars dernier puis ajusté une première fois par décision modificative du 29 juin dernier. Il a lieu de procéder à un second ajustement budgétaire en section de fonctionnement et d'investissement comme indiqué ci-après:

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Section de fonctionnement					
Chapitre	Nature	Gestionnaire	Libellé	Dépenses	Recettes
012	6215		Personnel affecté par la collectivité de rattachement	10 500,00	
012	6218		Autre personnel extérieur	6 260,00	
65	6541		Créances admises en non valeur	-16 760,00	
042	6811	G67	Dotations aux amortissements	35 589,00	
042	777	G67	Dotations aux amortissements		5 851,00
022	022		Dépenses imprévues	-29 738,00	
Total D.M.N° 2				5 851,00	5 851,00
Rappel B.P + DM 1				4 312 981,88	4 312 981,88
TOTAL BP + DM				4 318 832,88	4 318 832,88

SECTION D'INVESTISSEMENT :

Section d'investissement					
Chapitre	Nature	Gestionnaire	Libellé	Dépenses	Recettes
040	28188	G67	Dotations aux amortissements		35 589,00
040	13912	G67	Dotations aux amortissements	5 851,00	
020	020		Dépenses imprévues	29 738,00	
Total D.M.N° 2				35 589,00	35 589,00
Rappel B.P + DM 1				2 039 318,50	2 039 318,50
TOTAL BP + DM				2 074 907,50	2 074 907,50

Mme Morin : on a besoin d'ajuster notamment pour le personnel et des régularisations de dotations aux amortissements.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°2 à l'exercice 2017 du budget annexe Déchets Ménagers telle qu'elle est présentée.

64- Affaires culturelles – Exercice 2017 - Subvention à Atmosphères 53

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

Par délibération n°3 du 28 septembre 2017, le Conseil a accordé à l'Association Atmosphères 53 une subvention de 34 000 € au titre de l'exercice budgétaire en cours. Cette délibération ne pouvant être mise en œuvre en l'état, il est nécessaire de la rapporter.

Il est rappelé que par convention du 22 décembre 2014 autorisée par délibération du 11 décembre 2014, la collectivité a défini pour les années 2015 et 2016 les objectifs assignés à l'association Atmosphères 53 et a fixé notamment les modalités d'attribution de la subvention annuelle.

La durée de cette convention a été prolongée par avenant à deux occasions dont l'avenant n°2 en date du 27 décembre 2016 autorisé par délibération du 8 décembre 2016 qui fixe la validité de la convention jusqu'au 31 décembre 2017.

Par délibération n°22 du 8 décembre 2016, le Conseil a autorisé le versement d'une avance de 12 000 € à l'association sur le montant de la subvention 2017.

Dans le cadre du budget 2017, le conseil communautaire a voté un crédit de subvention de 34 000 € en faveur de l'association Atmosphères 53.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **attribue une subvention de 34 000 € à l'association Atmosphères 53 conformément à la convention du 22 décembre 2014 et aux avenants s'y rapportant régissant les relations juridiques et financières avec l'association Atmosphères 53**
- **et autorise à verser le montant restant à l'association Atmosphères 53 sur l'exercice 2017 de 22 000 € sera imputé au c/6574.**

65- Assurances (17SER24) – Groupement de commandes - Appel d'offres – Autorisation de signature du marché

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

Les contrats d'assurance de Responsabilité civile, de Dommage aux biens et sur la flotte automobile de la Ville de Mayenne, de Mayenne Communauté et du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) prennent fin au 31 décembre 2017.

Afin de garantir aux collectivités et aux établissements précités de nouvelles polices d'assurances dès le

1^{er} janvier 2018, il convient de relancer une consultation pour une période de neuf ans.

Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation de ce marché a été confiée au cabinet Audit Assurances courant 2017.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Couverture en Responsabilité civile
- Couverture en Dommages aux biens
- Couverture de la flotte automobile
- Couverture de la prévoyance statutaire

Par délibération en date du 27 juillet 2017 le Conseil Communautaire a autorisé la signature de la Convention de groupement de commandes pour le lancement d'une consultation sous forme d'appel d'offres.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé le 13 septembre pour une publication effective le 18 septembre 2017 et une date limite de remise des offres fixée au 26 octobre 2017.

15 entreprises ont téléchargé le dossier et 11 entreprises ont finalement remis une offre, dont 9 par voie dématérialisée et réparties comme suit : trois offres pour le lot 1, cinq offres pour le lot 2, six offres pour le lot 3 et quatre offres pour le lot 4.

La Commission d'appel d'offres de Mayenne Communauté, fixée au jeudi 16 novembre, 14h30, a désigné les attributaires :

- Lot 1 « Couverture en responsabilité civile : groupement ETHIAS – PARIS NORD ASSURANCES SERVICES (PNAS) pour une prime annuelle estimée à 8 350.40 € TTC, avec les frais de quittance, découpée comme suit : 7 353.64 € TTC pour Mayenne Communauté et la Ville de Mayenne, 996.76 € TTC pour le CCAS.
- Lot 2 « Couverture en Dommages aux biens : GAN assurances pour une prime annuelle estimée à 37 351,00 € TTC, découpée comme suit : 23 849.25 € TTC pour la Ville de Mayenne, 12 044.13 € TTC pour Mayenne Communauté et 1 457.40 € TTC pour le CCAS.
- Lot 3 « Couverture de la flotte automobile » : GAN assurances pour un montant annuel estimé à 27 997,00 € TTC, découpé comme suit : 17 096.09 € TTC pour la Ville de Mayenne, 10 219.85 € TTC pour Mayenne Communauté et 680.95 € TTC pour le CCAS.
- Lot 4 « Couverture de la prévoyance statutaire » : Conformément à l'article 98 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, la commission d'attribution réunie le 16 novembre à 14h30 a décidé de déclarer ce lot sans suite pour des motifs d'intérêt général. En effet, l'analyse des offres reçues a permis de constater que les conditions tarifaires et les dispositions proposées par les candidats en lice sont moins avantageuses que celle de notre police d'assurances en cours, et qui se terminent au 31 décembre 2018.

Après délibération, conformément à l'article 2 de la Convention du groupement de commandes, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président :

- à signer le marché n°17SER24 intitulé « Assurances – lot 1 : Responsabilité générale et risques annexes » regroupant les polices d'assurance de Mayenne Communauté et de la Ville de Mayenne
- à signer les marchés n°17SER24 intitulés « Assurances – lot 2 : Dommages aux biens et risques annexes » et « Assurances – lot 3 : Automobile et risques annexes » regroupant uniquement les polices d'assurance de Mayenne Communauté
- ainsi que les pièces s'y rapportant, avec les entreprises retenues.

66- Contrat de territoire – Volet Habitat - ajout d'un nouveau dossier

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BOURGUIN expose :

Dans le cadre du contrat de territoire (2016 – 2021), sur le Volet Habitat, une enveloppe de 564 300€ a

été attribuée à Mayenne Communauté pour des opérations de logements dans les centres bourgs. Les interventions éligibles sont les suivantes : Réhabilitation de logements vacants, avec l'atteinte de l'étiquette C après travaux, Construction - démolition, Acquisition de foncier, Étude...

Seules 8 communes sont éligibles (Lassay-les-Châteaux, Aron, Charchigné, Jublains, La Chapelle-au-Riboul, Le Horps, Martigné-sur-Mayenne, St-Fraimbault-de-Prières).

Mayenne Communauté est tenue d'organiser la sélection des projets.

Le 9 mars 2017, le conseil communautaire a validé 5 demandes à transmettre au CD53 : St-Fraimbault-de-Prières, Le Horps, Martigné-sur-Mayenne, Jublains et Lassay.

Les 3 autres communes éligibles ne se sont pas manifestées (Aron, Charchigné, La Chapelle au Riboul).

En novembre 2017, seul le projet de St Fraimbault-de-Prières a été réalisé avec un montant d'aide de 73 563 €. Le Horps commencera ses travaux avant la fin de l'année 2017 et Martigné-sur-Mayenne est en attente d'un justificatif du critère Énergie. Le projet de Jublains n'a pu obtenir du fait que le critère énergétique ne peut être atteint. Lassay-les-Châteaux est toujours à l'étude.

En octobre 2017, St Fraimbault-de-Prières nous a fait part d'un deuxième dossier répondant aux critères, avec une demande d'aide de 95 220 €.

Le montant total des demandes éligibles seraient de 308 033€ : 1er projet de St Fraimbault-de-Prières (73 563€), Le Horps (69 750€), Martigné-sur-Mayenne (29 250€), Lassay-les-Châteaux (40 250 €) 2ème projet de St Fraimbault-de-Prières (95 220€).

L'enveloppe disponible serait de 256 267€ pour d'autres projets d'ici 2021.

Vu les avis favorables de la commission Aménagement du 13 novembre 2017 et du bureau du 28 novembre 2017, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide ce 2^{ème} projet de St-Fraimbault-de-Prières et donne un avis favorable à son financement par le Contrat de Territoire
- autorise à transmettre ce dossier au Département pour l'obtention des financements ad hoc
- et autorise Monsieur le Président à signer les pièces nécessaires à l'instruction de ce dossier.

67- Marchés publics – Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne – LOT 16 « Equipement scénographique » - Avenant n°1 – information

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BOURGUIN expose :

Par marché notifié le 30/09/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise CINE SERVICE le marché de « Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne LOT 16 : Equipement scénographique » pour un montant de **121 776.87 € HT.**

Concernant l'appareillage pour handicap sensoriel, il a été décidé de remplacer la boucle à induction initialement prévue par un système « Audio Everywhere audiodescription et renfort auditif sur smartphone ».

Les modifications présentées ci-avant impliquent **une plus-value de 6 040.00 € HT, soit 4.96 % du montant du marché qui passe ainsi de 121 776.87 € HT à 127 816.87 € HT.**

Titulaire	Montant initial du marché	Nouveau montant du marché	% d'évolution
CINE SERVICE	121 776.87 € HT	127 816.87 € HT	+ 4.96

Vu l'avis favorable de la Commission MAPA en date du 12 décembre 2017, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant.

68- Développement Touristique - convention coopération touristique à l'échelle de la Haute Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BORDELET expose :

En raison de l'étude en cours visant à définir la stratégie touristique du territoire, dont les conclusions sont attendues au premier semestre 2018, le comité de pilotage vous propose de reconduire pour un an la convention de coopération à l'échelle de Haute Mayenne (Ci-joint projet de convention). Cette convention permettra de mettre en œuvre « à minima » la communication touristique à l'échelle de la Haute Mayenne.

Le Périmètre de l'action mutualisée :

Au titre de la promotion touristique dans un cadre mutualisé, les intercommunalités partenaires (Ernée, Bocage, Mayenne Communauté) confient à l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne, la poursuite des actions suivantes sur l'année 2018. :

-Réalisation d'un guide touristique papier :

Il s'agira de la réalisation d'un guide touristique papier, présentant les prestataires et sites de visite du territoire, de la réalisation du travail de mise en page (interne ou prestataire), de l'impression et de la diffusion dudit guide dans les Offices de tourisme partenaires ainsi que la mise en œuvre des marchés (mise en page, impression).

-Réalisation d'un second document d'information : Guide des rendez-vous d'été et/ou création d'une carte touristique

L'opportunité du guide des fêtes et manifestations du territoire sera réévaluée. Si celui-ci n'était pas retenu, une carte de déambulation sur le territoire Haute Mayenne pourrait être envisagée.

-Site internet de promotion touristique :

La mission sera globalement de faire vivre et d'actualiser le site mis en ligne au début 2015 soit :

- Enrichissement du site par des focus, bons plans en lien avec les techniciens (« recette des chefs », « page Slowlydays »...)
- Veille (fil d'actualités, remontée des informations) et mise à jour du site (photos, bons plans, liens prestataires, agenda),
- Promotion du site : promotion web avec réseaux sociaux, presse, sites internet, voyagistes,
- Et gestion administrative en lien avec l'agence web, Mayenne Tourisme.

La répartition des coûts est estimée comme suit :

REPARTITION DES COÛTS : ESTIMATIF 2018				
	CCBM 19 484 hab.	CCE 20 916 hab.	MC 37 238 hab.	TOTAL
Coordination (base mi-temps 2016)	5 683,00	6 099,00	10 858,00	22 640,00
Guide touristique (impression et refonte graphique) 8 000 documents*	1 293,00	989,00	2 950,00	5232*
Guide des RDV d'été (impression et mise en page) ou autre document* Base 4000 ex	324,50	260,50	855,00	1 440,00
Site internet (Base 2016) Maintenance Hébergement (F/GB) Missions photos/Vidéos...	934,00	1 002,00	1 784,00	3 720,00
Frais divers	94,00	101,00	180,00	375*
Diffusion documentation (Andégave)	125,00	135,00	240,00	500,00
REPARTITION 2018 TOTAL	8 453,50	8 586,50	16 867,00	33 907,00
POUR RAPPEL REPARTITION 2017 TOTAL	8 508,00	8 626,00	16 772,00	33 906,00

*répartition par nombre d'ex + % pour diffusion globale

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide la convention jointe
- valide la répartition comme ci-dessus
- et autorise Monsieur le Président à signer la convention et tout document à intervenir.

69- Territoires à Energie Pour la Croissance Verte – Mayenne Communauté, chef de file - signature tranches 1 et 2

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. TRANCHEVENT expose :

Mayenne Communauté a candidaté à deux vagues de financement dans le cadre du TEPCV :

-L'une en septembre 2016 : pour un montant de subvention de 500 000 € pour 1 164 900 € de travaux. La liste des opérations soutenues sont les suivantes :

Volet	Maître d'ouvrage	Nom de l'action	Montant global estimatif HT	Etat	
				TEPCV	%
Rénovation Énergétique	Commune ALEXAIN	Rénovation énergétique de la salle des fêtes	30 000,00	15 000,00	50,00
Rénovation Énergétique	Commune de JUBLAINS	Rénovation énergétique de la salle des fêtes et cantine	483 000,00	146 900,00	30,41

Rénovation Énergétique	Commune LE RIBAY	Rénovation énergétique de la Mairie et Bibliothèque	300 000,00	146 900,00	48,97
Rénovation Énergétique	Commune de MAYENNE	Mise en place d'une Gestion Technique centralisée centre des loisirs	54 900,00	27 500,00	50,09
Rénovation Énergétique	Commune de MAYENNE	Rénovation énergétique de l'éclairage public avec la technologie Led	125 000,00	62 500,00	50,00
Liaison douce	Commune de ST GEORGES BUTTAVENT	Création d'une liaison douce	42 000,00	16 800,00	40,00
Liaison douce	Commune de MAYENNE	Création d'une liaison douce	144 000,00	40 000,00	27,78
Liaison douce	Commune de JUBLAINS	Création d'une liaison douce	61 000,00	24 400,00	40,00
Liaison douce	Commune de ST BAUELLE	Création d'une liaison douce	50 000,00	20 000,00	40,00

-La deuxième en décembre 2016 : pour un montant de subvention de 1 000 000 € pour 1 644 033 € de travaux. La liste des opérations soutenues sont les suivantes :

Volet	Maître d'ouvrage	Nom de l'action	Montant global estimatif HT	Etat	
				TEPCV	%
Mobilité	MAYENNE COMMUNAUTE	Acquisition d'un véhicule électrique	25 000,00	17 500,00	70,00
Mobilité	Commune de MAYENNE	Aménagement quai Devizes projet transport en commun	100 000,00	60 000,00	60,00
Mobilité	Commune d'ARON	Création d'une liaison douce	123 000,00	86 100,00	70,00
Mobilité	Commune de LA BAZOGÉ MONTPINÇON	Création d'une liaison douce	61 000,00	42 700,00	70,00
Mobilité	Commune de ST GEORGES BUTTAVENT	Création d'une liaison douce	42 000,00	29 400,00	70,00
Eclairage public performant	Commune MONTREUIL POULAY	Rénovation énergétique de l'éclairage public avec la technologie Led	29 000,00	17 400,00	60,00
Eclairage public performant	Commune de ST BAUELLE	Rénovation énergétique de l'éclairage public avec la technologie Led	90 000,00	54 000,00	60,00
Eclairage public performant	Commune de MARTIGNE SUR MAYENNE	Rénovation énergétique de l'éclairage public avec la technologie Led	29 000,00	17 400,00	60,00

Eclairage public performant	Commune de ST GEORGES BUTTAVENT	Rénovation énergétique de l'éclairage public avec la technologie Led	27 000,00	16 200,00	60,00
Eclairage public performant	Commune de JUBLAINS	Rénovation énergétique de l'éclairage public avec la technologie Led	38 000,00	22 800,00	60,00
Biodiversité	Commune de ST GEORGES BUTTAVENT	Aménagement zone humide	50 000,00	35 000,00	70,00
Biodiversité	Commune de JUBLAINS	Aménagement zone humide et jardin intergénérationnel	100 800,00	70 560,00	70,00
énergies renouvelables	SCIC MAYENNE BOIS ENERGIE	mise en œuvre d'un label de gestion durable du bois bocage	40 000,00	32 000,00	80,00
Rénovation Énergétique	Commune de CONTEST	Rénovation énergétique complexe loisirs et enfance	603 233,00	361 940,00	60,00
Rénovation Énergétique	Commune de CHARCHIGNÉ	Rénovation énergétique salle de loisirs	226 000,00	95 000,00	42,04
Rénovation Énergétique	Commune de MAYENNE	Régulations et chaufferies à condensation	60 000,00	42 000,00	70,00

M. Tranchevent : c'est un feuilleton. Je ne reviens pas sur toutes les émotions connues depuis l'été sur la suite du contrat TEPCV. Le gouvernement a clairement annoncé qu'il honorerait sa parole. Il a admis qu'on avait eu un empressement à signer les contrats. La délibération de ce soir reconnaît Mayenne Communauté comme chef de file car le dossier a bien été présenté en bureau. J'ai eu des comptes rendus du sénat de l'assemblée...On a eu un copil hier : les dossiers sont tous en route. Toutes les délibérations sont au taquet sauf celles qu'on passe tout à l'heure. L'ensemble des travaux devront être finis pour fin 2018. Alexain a déjà terminé, St Baudelle a terminé et on a une majorité des travaux aux 2/3. Si nous assumons nos engagements, c'est un indicateur de subventions supplémentaires y compris vis-à-vis de la région. Tous les projets sont recevables.

M. Angot interroge sur l'état d'esprit de l'Etat lors du copil ?

Les élus présents à ce copil confirment tous ce que **M. Tranchevent** explique : tous les dossiers terminés vont directement au paiement ; C'est comme les fonds Leader, on a eu le même dynamisme et on a pu solliciter plusieurs fois les fonds Leader. Le message est compris de tous. Il faut maintenant valider la délibération.

M. Boittin : j'avais un commerce qui avait demandé et je vois que ce projet ne figure plus.

M. Bourguin : c'était dans le contrat de ruralité.

M. Angot : on en reparlera. On peut être satisfait de nous. Ce qui m'importait, c'était les derniers retours de la sous-préfecture « ça colle ! ».

M. Tranchevent : il y a deux exercices budgétaires.

M. Angot : le gouvernement entendait étaler les dossiers non amorcés sur deux exercices. Nous avons des projets déjà lancés.

M. Garnier : je m'inquiète pour les futurs projets.

M. Angot : pour le contrat de ruralité, on va attaquer maintenant. M. Le Préfet donnera priorité en 2018 aux projets qui n'ont pu être financés en 2017. On prend dans l'ordre en assurant déjà le 1.5 million d'€ du TEPCV. Je n'ai pas dit d'engager les travaux.

M. Doyen : on fait ralentir les travaux. Le fait d'avoir passé la commande ne sera pas pénalisant ?

M. Angot remercie les administratifs des communes comme ceux de Mayenne Communauté.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide que Mayenne Communauté est le chef de file du TEPCV (vague 1 et 2)
- valide les opérations présentées ci-dessus
- autorise Monsieur le Président à signer les conventions
- et autorise le Président à signer tout document à intervenir.

70- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – Bâtiment de Lassay- Bail 3-6-9 Transport Lecornu

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. TRANCHEVENT expose :

La société de transport de marchandises Lecornu occupe un bâtiment d'activité situé ZA route de Couterne à Lassay les Châteaux appartenant à Mayenne Communauté. Elle bénéficie d'un bail dérogatoire de 3 ans qui prend fin au 31 décembre 2017.

L'entreprise souhaite poursuivre l'occupation de ce bâtiment, c'est pourquoi il vous est proposé de transformer le bail précaire en cours par un bail 3-6-9. Les conditions financières restent les mêmes, soit un loyer de 700 € HT par mois réglé au trimestre.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- autorise la prolongation d'occupation des lieux par l'entreprise Lecornu
- valide la modification juridique d'occupation des lieux
- et autorise Monsieur le Président à signer le bail et toute pièce s'y afférant.

71- FINANCES – Régie de recettes et d'avances aire d'accueil gens du voyage – Demande de décharge de responsabilité et de remise gracieuse – Avis

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

Entre les 4 et 6 février derniers, un vol a été commis à l'aire d'accueil des gens du voyage occasionnant un déficit de la régie de recettes de 30 € correspondant au montant du fonds de caisse. Ce déficit engage la responsabilité du régisseur et a pour conséquence la prise en charge par l'intéressé du préjudice financier.

Toutefois, l'instruction ministérielle du 21 avril 2006 concernant les régies des collectivités territoriales prévoit la possibilité pour le régisseur de demander une décharge de responsabilité et de remise gracieuse auprès du Directeur Départemental des Finances publiques. Pour être accordée, cette demande doit être revêtue des avis de l'assemblée délibérante et de l'ordonnateur.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- accorde la décharge de responsabilité au régisseur de la régie de recettes de l'aire d'accueil des gens du voyage dans le cadre du déficit de la régie de recettes de 30 €
- et émet un avis favorable à la demande de remise gracieuse du régisseur.

72- MANDAT donné au CDG 53 pour la mise en concurrence de l'assurance garantissant les risques statutaires

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. RAILLARD expose :

Mayenne Communauté
Séance du 21 décembre 2017

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 26 alinéa 2 qui autorise les centres de gestion à souscrire des contrats d'assurance prévoyance pour le compte des collectivités locales afin de couvrir les charges financières découlant de leurs obligations statutaires,

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986, pris pour l'application du deuxième alinéa de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour les collectivités locales et les établissements publics territoriaux,

Vu le Code des Assurances,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et notamment l'article 42 autorisant le recours à la procédure concurrentielle avec négociation après mise en concurrence ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment l'article 25 limitant le recours à la procédure concurrentielle avec négociation

Considérant que l'actuel contrat groupe d'assurance de couverture des risques statutaires du personnel territorial arrive à échéance le 31 décembre 2018,

Considérant que le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Mayenne peut souscrire un tel contrat pour son compte en mutualisant les risques, ce qui peut rendre les taux de primes plus attractifs,

Considérant que dans l'hypothèse d'une adhésion in fine, Mayenne Communauté est dispensée de réaliser une mise en concurrence pour ce service et peut bénéficier de la mutualisation des résultats et de l'expérience acquise du CDG, notamment dans le cadre des phases de traitement des sinistres,

Considérant que Mayenne Communauté adhère au contrat-groupe en cours dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2018 et que compte tenu des avantages d'une consultation groupée effectuée par le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Mayenne, il est proposé de participer à la procédure concurrentielle avec négociation après mise en concurrence selon l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 selon les modalités suivantes :

- Le Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Mayenne (CDG 53) est habilité à souscrire pour le compte Mayenne Communauté, des contrats d'assurances auprès d'une entreprise agréée, cette démarche pouvant être menée par plusieurs collectivités locales intéressées.

- Mayenne Communauté précise que le contrat devra garantir tout ou partie des risques financiers encourus par les collectivités intéressées en vertu de leurs obligations à l'égard du personnel affilié tant à la CNRACL qu'à l'IRCANTEC dans les conditions suivantes :

Agents titulaires ou stagiaires affiliés à la CNRACL :

Décès, Accidents de service, maladies professionnelles, incapacités de travail en cas de maternité, d'adoption et de paternité, de maladie ou d'accident non professionnel.

Agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL ou agents contractuels de droit public :

Accidents du travail, maladies professionnelles, incapacités de travail en cas de maternité, d'adoption et de paternité, de maladie ou d'accident non professionnel.

Durée du contrat : 4 ans, à effet du 1^{er} janvier 2019

Régime du contrat : en capitalisation

Pour chacune de ces catégories d'agents, les assureurs devront pouvoir proposer une ou plusieurs formules.

- Mayenne Communauté donne son accord pour que le CDG 53 utilise, pour le dossier de consultation, les fiches statistiques relatives à la sinistralité de Mayenne Communauté qui seront fournies par l'actuel assureur ou par la communauté de communes.

- Le CDG 53 transmettra à Mayenne Communauté le nom du prestataire retenu ainsi que les conditions de l'assurance.

Mayenne Communauté se réserve expressément la faculté de ne pas adhérer au contrat groupe sans devoir en aucune manière, justifier sa décision.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **accepte de participer à la procédure concurrentielle en vue de l'adhésion au contrat groupe relatif aux risques statutaires selon les modalités proposées ci-dessus**
- **et autorise Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette décision.**

73- Développement Culturel - Conservatoire de Musique et de Danse I. BELLOCQ – Avenant n° 1 à la Convention de prestation avec le CCAS DU HORPS – Tarifs

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. SOUTIF expose :

Par délibération en date du 28 septembre 2017, le Conseil Communautaire a autorisé Monsieur le Président à signer une convention avec le CCAS du HORPS pour assurer une prestation de chant auprès des résidents de la résidence des Hortensias du Horps pour la période de septembre 2017 à décembre 2017, au tarif horaire de 32.39 € hors frais de déplacement.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, accepte de prolonger par avenant n° 1 cette convention jusqu'en décembre 2018, à raison de 34 séances de travail d'une heure réparties du 8 janvier au 31 décembre 2018 et selon les mêmes conditions financières.

74 - TEPCV – Achat d'un véhicule électrique

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 décembre 2017

M. BOURGUIN expose :

Mayenne Communauté gère le Service Public d'Assainissement Non Collectif qui a pour mission de réaliser les contrôles de 5 200 installations d'assainissement individuel réparties sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes. En remplacement du véhicule existant, il a été décidé d'acquérir un véhicule électrique pour favoriser une mobilité faiblement émettrice et sensibiliser les usagers du service à l'utilisation de ce type de véhicule.

Après avoir pris connaissance de ces différentes informations, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée,

- **s'engage à respecter le calendrier et à engager les travaux avant le 31/12/2017**
- **réitère sa demande d'appui financier au titre du TEPCV pour ce projet exemplaire, pour un montant de 25 000 € HT soit 30 000 € TTC**
- **et avalise l'autorisation donnée à Monsieur le Président à signer toutes les pièces afférentes à cette action et notamment la convention.**

M. Angot remercie les élus de la qualité du travail, les rapporteurs, ceux qui ont préparés, souhaite à toutes et tous de bonnes fêtes de fin d'année.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 H 38.

Vu, le Secrétaire,
Loïc JEUSSE



Vu, le Président
Michel ANGOT



Mayenne Communauté
Séance du 21 décembre 2017